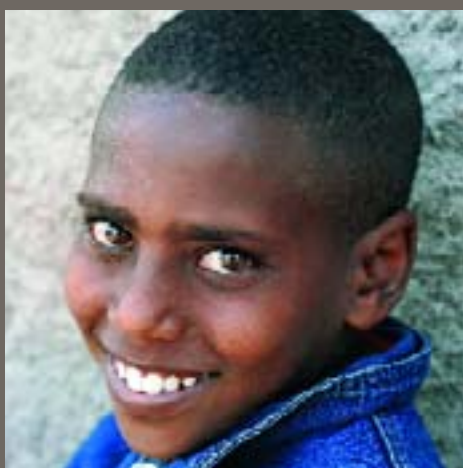


Eine Welt Un solo mondo Un seul monde

N° 2
JUIN 2007
LE MAGAZINE DE LA DDC
SUR LE DÉVELOPPEMENT
ET LA COOPÉRATION

www.ddc.admin.ch



La culture, un facteur clé du développement

Le Burundi au bord de l'abîme, malgré la paix

Certains pays en développement et émergents
deviennent à leur tour des bailleurs de fonds

DOSSIER



CULTURE ET DÉVELOPPEMENT

L'art de comprendre l'Autre

Le respect des autres cultures et la promotion des formes d'expression culturelle sont indispensables au développement durable

6

Quand la reconstruction est un acte de violence

Entretien avec l'anthropologue Jennifer Duyne Barenstein

12

Antigone, un mythe moderne à Mostar

En participant à des spectacles de théâtre-éducation, des jeunes de Bosnie et Herzégovine parviennent à s'exprimer sur des thèmes sensibles

14

FORUM



Les perspectives de la coopération Sud-Sud

Des pays émergents, comme l'Inde, la Chine ou l'Afrique du Sud, allouent une aide au développement à des États plus pauvres qu'eux

26

Comment accoucher sans se faire engueuler

L'écrivaine vietnamienne Phan Thi Vang Anh décrit l'accueil réservé aux patients dans les hôpitaux de son pays

29

Sommaire

HORIZONS



Même le ciel est sans pitié

Le Burundi régresse à nouveau, entraîné dans une spirale dangereuse

16

La solution n'est pas de partir

Marguerite Barankitse souhaite que les Burundais rassemblent leurs efforts pour reconstruire les cœurs et le pays

20

DDC

La partie immergée de l'iceberg

Le directeur de la DDC Walter Fust évoque le concept de culture

21

Feuille de route pour une aide plus efficace

En signant la Déclaration de Paris, plus de 140 États et organisations se sont engagés à œuvrer ensemble pour optimiser la coopération au développement

22

CULTURE



L'autre Afrique se construit dans les quartiers

Aminata Traoré, ancienne ministre malienne de la culture, se bat pour l'émancipation de l'Afrique et contre l'ordre dominant du Nord

30

Éditorial	3
Périscopes	4
DDC interne	25
Au fait, que sont les barrières douanières ?	25
Service	33
Impressum	35

Un seul monde est édité par la Direction du développement et de la coopération (DDC), agence de coopération internationale intégrée au Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). Cette revue n'est cependant pas une publication officielle au sens strict. D'autres opinions y sont également exprimées. C'est pourquoi les articles ne reflètent pas obligatoirement le point de vue de la DDC et des autorités fédérales.



La culture, une source d'échanges massifs

Non, la culture n'est pas un luxe ni un privilège réservé aux pays prospères et aux nantis. C'est une richesse qui appartient au patrimoine de l'humanité, au même titre que le droit au savoir, le libre accès à la connaissance et la liberté d'expression. Fustigeant le prêt-à-penser si pratique mais réducteur, produit alléchant du politiquement correct, Aminata Traoré, ex-ministre de la culture du Mali et fondatrice du Forum social africain, n'y va pas par quatre chemins pour défendre la diversité culturelle: «La pensée unique qui caractérise l'ordre économique dominant va de pair avec déculturation et déshumanisation.»

Non, la culture n'est pas un luxe; c'est un besoin. Elle favorise les échanges – donc la compréhension – entre les peuples. Elle est le ciment qui lie les civilisations, au-delà des distances et du temps. Elle reflète la richesse des femmes et des hommes qui font toute l'explosive saveur de la nature humaine. Elle fournit des repères. Elle est issue de notre mémoire collective. Comme un breuvage vital, elle nourrit notre présent et esquisse la voie de notre avenir.

Parce que la culture est un besoin vital, la DDC ne peut, ni ne veut se permettre de l'ignorer. Parce que le débat culturel est un moteur du changement et du progrès, la DDC se doit d'y participer et de l'encourager. La culture est partout. Dans les pays en développement, dans les milieux les plus défavorisés, elle est là. Elle rampe, elle s'insinue. Sans grand tapage, qu'elle soit peinture, musique, théâtre, sculpture ou vidéo, elle se répand dans toutes les strates de la société comme les racines d'un arbre planétaire. Le monde est de-

venu un village global? La culture est la sève qui le fait grandir et prospérer.

Pour les jeunes surtout, la culture prend une importance particulière. Avec le sport, en dehors du travail et des études, elle occupe une grande partie de leur temps. Cinéma, concerts, festivals en tous genres, plates-formes d'échanges sur internet: c'est elle qui permet de partir à la découverte de l'Autre, de percevoir les trésors et la diversité des civilisations qui font notre monde.

Consciente du rôle que vont jouer les jeunes dans la construction du monde de demain, la DDC a décidé, pour la deuxième année consécutive, de les placer au cœur de ses préoccupations. «Jeunesse et développement» est le thème qui servira de fil rouge à ses activités. Pour reprendre la magnifique formule d'Aragon «La femme est l'avenir de l'homme», la jeunesse incarne le futur de l'humanité.

Parce que chacun peut s'y exprimer, la propager, en profiter, la culture est un langage planétaire. Comme l'eau est source de vie, elle est source d'échanges. Pour lutter contre la violence, l'incompréhension, l'intolérance, la culture est un outil de pacification qui doit être mis entre les mains de la jeunesse du monde entier. Universelle, elle est un indispensable carrefour d'échanges massifs.

Jean-Philippe Jutzi

Chef suppléant Médias et communication DDC



Michael Fogden / Keystone

L'arbre du ciel

(jls) Originaire de l'Inde, le *moringa oleifera* pousse dans toutes les régions tropicales. Cet arbre à croissance rapide et facile à multiplier rend d'innombrables services : ses graines ont des vertus médicinales, elles sont utilisées pour purifier l'eau potable et fournissent une huile alimentaire de haute qualité. Ses feuilles, consommées fraîches ou séchées, sont plus riches en vitamines, minéraux et protéines que la plupart des autres légumes. En Afrique, les initiatives se multiplient pour valoriser en particulier les qualités nutritionnelles de « l'arbre du ciel », présent dans presque tous les pays où sévit la malnutrition. En Guinée, des groupes de femmes reçoivent une aide pour se lancer dans la production et la vente de moringa en poudre. Au Bénin, des centres de santé administrent aux enfants mal nourris un traitement à base de moringa. Au Niger, une société de transformation alimentaire envisage de l'introduire dans ses farines infantiles. Grâce à un financement extérieur, 230 ménages du Congo Brazzaville vont produire des feuilles séchées, qui seront ensuite réduites en poudre et vendues.

La prochaine vague de mondialisation

(bf) La Banque mondiale an-

nonce une nouvelle vague de mondialisation. D'ici à 2030, la capacité de l'économie de la planète va plus que doubler, estime-t-elle dans un récent rapport. Selon les experts, cet élan sera largement porté par les classes moyennes qui voient le jour dans les pays émergents, comme la Chine et l'Inde. « Les solides performances des pays en développement seront plus que jamais l'élément moteur de la croissance mondiale », souligne Richard Newfarmer, auteur de l'étude. Les pays en développement connaîtront une croissance de plus de 6% au cours des années à venir, soit plus du double de celle prévue dans les pays industrialisés. À l'horizon 2030, environ 1,2 milliard d'habitants des pays en développement feront partie de la classe moyenne, contre 400 millions aujourd'hui. Les personnes de cette catégorie disposeront d'un pouvoir

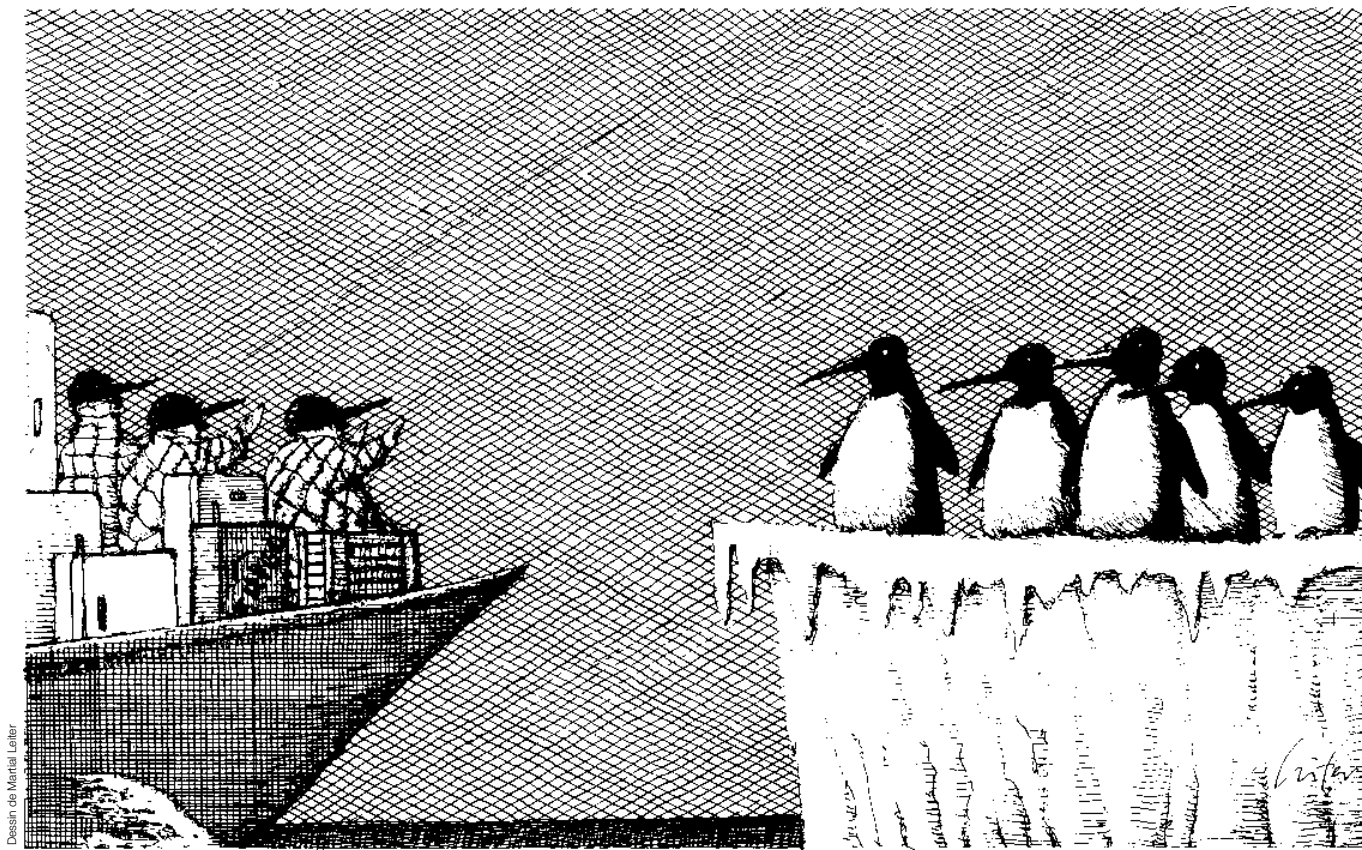
d'achat situé entre 4000 et 17000 dollars par an. Elles devraient également acquérir un certain poids politique dans les pays concernés. La Banque mondiale avertit toutefois que le fossé entre riches et pauvres risque de se creuser dans les marchés émergents.

Téléphoner à l'huile de palme

(bf) Dans les pays en développement, nombre de régions rurales ne sont pas raccordées au réseau d'électricité. Elles sont donc aussi privées de lignes téléphoniques. Les téléphones mobiles constituent dès lors le seul moyen de communiquer avec l'extérieur. Dans ces régions, le courant nécessaire provient de génératrices qui fonctionnent le plus souvent au diesel. Un projet pilote, mené dans une zone reculée du Nigeria, entend alimenter les stations de base grâce à du biocarburant renouvelable. Les génératrices utilisent surtout de l'huile de palme et de courge. Soutenu par l'un des plus grands fournisseurs mondiaux de téléphonie mobile, ce projet permet également d'accroître la productivité des paysans, car l'énergie nécessaire sera fournie par des huiles végétales locales. On attend beaucoup de ce projet : le même système devrait être mis en place en Ouganda, au Rwanda et au Kenya. L'Inde et le Bangladesh s'y intéressent vivement.



Grabka / laif



Dessin de Martial Leiber

Échanges

La tontine des chômeurs

(jls) Sortis de l'université ou d'écoles professionnelles, les jeunes diplômés nigériens viennent grossir les rangs des chômeurs. Faute de trouver des emplois stables, ils essaient de se rabattre sur le secteur informel. Beaucoup de jeunes, scolarisés ou non, font partie d'un *fada*. Dans les années 90, ces clubs de 12 à 30 membres étaient perçus comme des repaires de désœuvrés sirotant du thé à longueur de journée. Avec le temps, ils sont devenus de véritables bourses du travail, des lieux d'entraide qui foisonnent d'idées et d'initiatives pour échapper au chômage. Les membres des *fadas* constituent des tontines, qui leur fourniront ensuite un petit capital de départ pour lancer une microentreprise. Ils s'acquittent d'une modeste cotisation mensuelle, l'équivalent d'un franc suisse, par exemple. Tous les six

mois, l'un d'eux empoche la cagnotte. Moussa Hassane, un diplômé en marketing, a ainsi touché 50 000 Fcfa (123 francs suisses), qui lui ont permis de créer sa propre affaire : il arpente les rues de Niamey et propose aux automobilistes des cartes téléphoniques prépayées.

Des villes à bout de souffle

(bf) Dès l'an prochain, plus de la

moitié de la population mondiale (environ 3,2 milliards de personnes) vivra dans des zones urbaines. Ce sont surtout les villes des pays en développement qui croissent à vue d'œil, en même temps que les difficultés inhérentes à cette expansion. Dans les grandes villes d'Afrique, jusqu'à 80% des habitants ne vivent pas dans des conditions dignes d'un être humain.

L'extension des bidonvilles entraîne de graves problèmes sanitaires et écologiques, elle surcharge les services administratifs et fait exploser les budgets des villes. Beate Lohnert, professeure et directrice de recherches géographiques sur le développement à l'Université de Bayreuth, s'intéresse en particulier à l'impossibilité croissante de gérer les mégapoles d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. Son équipe de recherche a notamment établi que l'apparente absence de gouvernance contraste avec une organisation interne au sein des quartiers pauvres. À Addis Abeba, par exemple, les habitants d'un lotissement informel ont décidé d'assumer eux-mêmes certaines tâches de l'État.



Grabka / leif

L'art de comprendre



Redux pictures / laif

DOSSIER

1

La coopération au développement a longtemps considéré la culture comme un luxe. Elle a commis ainsi une erreur lourde de conséquences, qui a annihilé nombre de ses efforts. Il est désormais admis que le respect des autres cultures, la promotion de cette diversité et des formes d'expression culturelle sont des conditions préalables au développement durable. De Maria Roselli.

I'Autre



2

Pourquoi mêler culture et coopération au développement? Selon un dicton africain, «quand un arbre meurt, ses branches meurent aussi». En d'autres termes, la survie des branches, des feuilles et des fruits dépend des échanges entre le tronc, les racines et les substances nutritives qui proviennent de la terre. La culture est le terreau d'une société prospère et pluraliste; elle est la base de son systè-

me de valeurs, de ses traditions, de ses comportements. Les valeurs, les conceptions et les orientations culturelles contribuent au développement social, politique et économique d'un pays. C'est pourquoi la coopération tend à faire de la culture un thème transversal qui exerce une influence croissante sur tous les aspects du travail de développement.

Le pour-cent culturel de la DDC

Dans son travail de coopération avec l'Europe de l'Est, la DDC a considéré d'emblée la culture comme un facteur déterminant et elle en a fait un secteur d'activité à part entière. En revanche, ses bureaux de coopération dans les pays du Sud se sont longtemps limités sur ce plan à des interventions ponctuelles, qui prenaient le plus souvent la forme d'appuis à des manifestations locales. La raison principale, c'est qu'au Sud, il y avait toujours des mesures plus urgentes à mettre en œuvre. La DDC a donc décidé en 2003 de promouvoir la culture locale dans tous ses pays prioritaires, en lui consacrant au moins 1% de son budget bilatéral.



Hilger / laif

3

Culture et développement économique

«À l'époque de mes études, on pensait que le développement économique de l'Inde était entravé par l'hindouisme, et que le confucianisme avait un effet analogue en Asie orientale et en Chine. La culture était assimilée à la religion et cette dernière considérée comme un frein au développement. Les conceptions de ce temps-là trouvaient leurs fondements dans la thèse de Max Weber sur l'affinité entre capitalisme et protestantisme. Il apparaissait que ces religions étaient axées sur le monde extérieur au lieu de s'orienter vers l'intérieur, et l'on en concluait qu'elles n'étaient pas de nature à stimuler le développement économique. Depuis que le taux de croissance économique atteint 10% en Inde et en Chine, ces facteurs autrefois négatifs sont tout à coup perçus de manière positive.»

Shalini Randeria, professeure d'ethnologie

Indispensable au développement

Dans le contexte de la coopération au développement, la notion de culture revêt deux acceptions. Prise dans un sens étroit, elle se réfère essentiellement aux activités artistiques. Les créations sont nombreuses – théâtre, musique, danse, photographie, télévision, vidéo, etc. – et peuvent se dérouler dans des champs d'action également très variés, comme la santé, les droits de l'homme, l'égalité des sexes, l'environnement ou encore la bonne gouvernance.

Dans une perspective plus large, cette notion traduit, pour la coopération, le respect d'autres cultures. Les caractéristiques culturelles d'une population jouent en effet un rôle essentiel dans la réussite d'un projet de développement et, en fin de compte, dans la réalisation des objectifs. Depuis quelques années, on admet que le fait de prendre en considération l'identité et la diversité culturelles est une condition nécessaire au dialogue interculturel et au développement durable.

L'art pour susciter une discussion

L'exploitation croissante de jeunes femmes en provenance des pays de l'Est fait régulièrement les titres des médias en Suisse. En revanche, ce sujet est tabou dans les pays directement concernés. Beaucoup de victimes ignorent donc qu'elles sont appâtées



Jörgen Schytte / Still Pictures

4

par de fausses promesses. C'est pourquoi le domaine Aide humanitaire de la DDC, en collaboration avec des organisations non gouvernementales locales, a recouru à un moyen de sensibilisation qui a fait ses preuves: le théâtre.

La troupe moldave Coliseum a monté une pièce intitulée *Le septième bistrot*, qui se base sur le parcours réel de femmes livrées à la traite des êtres humains. Après une tournée en 2001 dans toute la Moldova, les acteurs se sont produits au cours de l'été 2003 dans plusieurs villes d'Ukraine et de Biélorussie. Les dates des représentations ont été fixées expressément durant les vacances universitaires: il s'agissait de toucher le principal groupe cible – les jeunes femmes – pendant la «haute saison» du recrutement. À ce jour, la pièce a été jouée plus de 200 fois, entre autres dans huit villes russes. Le sujet est en effet triplement d'actualité en Russie, qui est à la fois un pays d'origine, de transit et de destination pour les victimes de la traite.

La culture, au sens de création artistique, a toujours été un important instrument de sensibilisation et de formation de l'opinion. «En général, les sociétés ne discutent pas dans un cadre abstrait de valeurs telles que les droits humains, l'égalité entre les sexes ou la démocratie. Il faut un point d'accrochage, de cristallisation. L'art et la culture peuvent fournir cet élément déclencheur. En Alle-



Neumann / laif

5



Jürgen Schytte / Still Pictures

6

magne, par exemple, l'histoire du Troisième Reich n'aurait pas été traitée tellement en profondeur s'il n'y avait pas eu autant de livres, de photos, de pièces de théâtre et de films sur ce sujet», explique Toni Linder, conseiller à la DDC pour les questions culturelles.

Après la culture d'État

L'effondrement du communisme a déstabilisé de larges couches de la population dans les pays de l'ex-bloc soviétique. Les systèmes traditionnels de valeurs ont été remis en question. La disparition de la culture étatique, dictée au niveau central, a radicalement modifié la situation des intervenants dans le monde artistique.

En Albanie, par exemple, on s'est posé notamment la question de savoir comment amener les habitants à prendre davantage de responsabilités dans le développement de leurs cités. C'est ainsi qu'un projet culturel a été mis sur pied dans les villes de Shkodra et Pogradec : un forum de discussion a réuni des artistes, des responsables communaux, des jeunes, des architectes et d'autres acteurs de la société civile, dans le but de lancer des impulsions pour un développement urbain créatif.

En Roumanie, chaque village avait sa « Maison de la culture » à l'époque du communisme. Après le changement de régime, ces établissements ne sa-

vaient pas comment se repositionner. La plupart sont restés vides et l'argent manquait pour les réactiver. « Dans le cadre du projet Phénix 05, nous avons aidé les responsables à élaborer de nouveaux modèles pour leurs Maisons de la culture », indique Toni Linder. Des référents culturels ont participé à des cours spécifiques organisés à cet effet. Les cinq idées de projets les plus prometteuses ont finalement été couronnées et leur réalisation a bénéficié d'un soutien financier. Il en est résulté, entre autres, une école de danse contemporaine, un studio d'enregistrement, des cours de danse folklorique pour les communautés roms et hongroises, mais aussi des cours de langues assistés par ordinateur, des soirées littéraires, des conférences culturelles et un club de seniors.

Lorsqu'on parle de promotion de la culture, il ne faut pas sous-estimer l'aspect économique. La culture crée littéralement des moyens d'existence. Aux États-Unis, la Mecque de l'industrie culturelle, la musique génère à elle seule 40 milliards de dollars par année. Mais cette industrie revêt également une importance croissante dans les pays en développement et émergents : le Brésil occupe le sixième rang sur le marché mondial de la musique et réalise ainsi un chiffre d'affaires annuel de 800 millions de dollars par an. En Colombie, l'industrie de la culture représente 4 pour cent du pro-

La culture au cœur du changement

La culture fait bouger les choses. C'est ce qu'a illustré une étude indépendante commandée par Pro Helvetia et la DDC.

Dans les pays en transition, l'action culturelle est un élément clé du développement social. Cette étude a analysé les expériences tirées de projets de coopération technique dans sept pays d'Europe de l'Est. Ses conclusions : l'action culturelle contribue à la diversité des opinions et encourage un débat ouvert sur les sujets importants pour la société ; elle favorise la création de structures et de réseaux alternatifs, libère des énergies créatrices et donne de nouvelles impulsions. En résumé, elle renforce la société civile et, indirectement, les institutions démocratiques. L'examen a porté sur onze projets du Programme culturel suisse pour l'Europe du Sud-Est et l'Ukraine (SCP), mis en œuvre par Pro Helvetia sur mandat de la DDC.



Engelhorn / lat

7



Häger / lat

8

Une série TV contre les préjugés

La Macédoine est un pays pluriethnique. Mais les différents groupes de population – d'origine macédonienne, albanaise, turque ou rom – vivent les uns à côté des autres plutôt qu'ensemble. Cette ségrégation de fait engendre peur et méfiance. Les médias du pays ne font pas grand-chose pour que cela change. La série télévisée *Nashe Maalo* (nos voisins) constitue toutefois une exception. Elle est devenue une émission culte pour les enfants de 7 à 12 ans : environ 75 % d'entre eux la regardent et l'apprécient. Le personnage central est Karmen, une maison personnifiée dans laquelle vivent des jeunes des différentes ethnies. Karmen guide habilement les téléspectateurs dans le monde étranger des autres cultures. Comme l'a montré une étude scientifique, il suffit que les enfants aient vu quelques épisodes pour que leurs préjugés négatifs aillent en diminuant.

duit national brut, soit nettement plus que le café, principal produit agricole du pays. Enfin, l'exportation de logiciels rapporte à l'Inde 4 milliards de dollars par an.

Prévenir le sida par le théâtre

Cela fait maintenant plusieurs années que l'approche culturelle au sens large a fait ses preuves, en particulier dans le secteur de la santé. Même la médecine traditionnelle et les guérisseurs apparaissent aujourd'hui sous un jour nouveau. La culture d'un peuple sert en effet de révélateur et permet de mieux comprendre les comportements individuels et collectifs en la matière. C'est pourquoi il est essentiel de tenir compte du contexte culturel spécifique lorsque l'on conçoit des campagnes de prévention.

En Afrique, par exemple, les actions de sensibilisation sur le sida sont de plus en plus souvent organisées en recourant au « théâtre pour le développement » : des acteurs, spécialement formés, jouent des pièces dans lesquels ils traitent des problèmes engendrés par ce fléau mortel. La troupe encourage le public à approfondir le sujet. Une discussion s'ouvre ainsi sur les divers aspects de la maladie et les moyens de s'en préserver.

Projets inadaptés

Tout le monde admet aujourd'hui que le respect des cultures locales est un facteur déterminant dans la réalisation des objectifs de développement. Cela n'a pas toujours été le cas. L'agence de coopération allemande (GTZ), par exemple, a publié au milieu des années 80 sa première évaluation transversale de projets. « Le résultat a été une douche froide », se souvient l'expert en développement

Michael Schönhuth, privat-docent à l'Université de Trèves. « Nous avons dû faire ce constat : nos projets de développement marchaient très bien aussi longtemps que nous les finançons, mais près de 40 pour cent d'entre eux étaient abandonnés après avoir été remis aux partenaires locaux. »

L'agence allemande de développement s'est alors interrogée sur le degré d'acceptation de ses projets et leur durabilité. Elle est arrivée à la conclusion que ceux-ci n'étaient pas suffisamment adaptés aux véritables besoins et limites des partenaires locaux. « Nous avons découvert que les effets secondaires négatifs des projets se manifestaient après notre départ seulement », relève l'expert.

Ce problème est bien illustré par l'histoire d'un projet allemand dédié aux enfants de la rue en Gambie : la présence de petits mendiants dans les grandes villes du pays était préoccupante du point de vue des droits humains et faisait du tort au tourisme naissant. La question était de savoir comment soustraire ces enfants à la rue. On savait qu'ils demandaient l'aumône pour le compte de maîtres coraniques. L'idée est ainsi venue de chasser du pays ces marabouts dont on pensait qu'ils ne faisaient qu'exploiter les enfants. Il était possible de les expulser, car beaucoup d'entre eux venaient du Sénégal. « C'est plus tard seulement que nous avons compris deux choses, car il fallait pour cela une connaissance approfondie des aspects culturels », explique Michael Schönhuth. « Premièrement, la mendicité a, dans les pays islamiques, une toute autre valeur que chez nous. Deuxièmement, sans les marabouts, les enfants des rues auraient été entièrement livrés à eux-mêmes. Ces raisons ont conduit les partenaires locaux à renoncer à ce projet. »



Sean Sprague / Still Pictures

9



Gonzalez / laif

10

Les visages ne reflètent pas seulement l'appartenance à des ethnies, ils représentent aussi des cultures extrêmement variées

- 1 République démocratique du Congo
- 2 Roumanie
- 3 Sénégal
- 4 Viêt-nam
- 5 Inde
- 6 Tchad
- 7 Éthiopie
- 8 Afghanistan
- 9 Angola
- 10 Pérou

Risque de cécité culturelle

Lorsqu'ils arrivent dans un pays nouveau pour eux, les experts du développement ont souvent des dizaines d'années d'expérience. « Certains ont contracté, précisément à cause de cela, une sorte de cécité culturelle. Ils tendent à penser que les structures sont partout pareilles, que l'on soit en Asie ou en Afrique. En d'autres termes, ils acquièrent un certain professionnalisme dénué d'ouverture sur la spécificité culturelle d'une situation », relève M. Schönhuth. Cela donne des gens rapidement opérationnels sur le terrain, mais qui n'ont plus suffisamment de sensibilité.

Comme il y a beaucoup d'argent en jeu, il arrive souvent que les partenaires locaux n'aient pas non plus intérêt à mettre le doigt sur des points faibles d'ordre culturel. « La pression financière ne facilite pas le dialogue interculturel », estime l'expert allemand. De surcroît, les experts craignent de passer pour peu professionnels s'ils abordent la problématique interculturelle avec leurs supérieurs hiérarchiques. C'est pourquoi M. Schönhuth exhorte les agences de développement à créer des unités chargées de traiter ces questions.

Exercice de corde raide

Shalini Randeria, d'origine indienne, est professeure d'ethnologie à Zurich. Elle aussi estime que le débat interculturel peut être une entreprise semée d'embûches, surtout lorsque la culture d'un pays est perçue comme uniforme : « Si l'on a une vision homogène de la culture d'un pays, si l'on part de l'idée que les anciens, les dignitaires ou les leaders religieux en sont les porte-parole, il peut sembler naturel de considérer comme universelles des normes et des attitudes qui ne sont en fait pas

partagées par tous les acteurs d'une société. Cela conduit souvent à prendre des contingences historiques pour des fondements culturels immuables. » Il faut donc toujours se demander qui définit la culture et quels intérêts cela cache. Depuis que la coopération lui accorde plus de poids, la culture sert à légitimer beaucoup de revendications. « Je suis certaine que la sensibilité aux différences culturelles est en principe une bonne chose, mais la question est de savoir comment la gérer », fait observer l'ethnologue.

En Inde et en Chine, beaucoup de familles considèrent que les garçons sont plus importants que les filles. Les raisons en sont à la fois économiques et socioculturelles. Mais comment tenir compte de cette façon de penser dans des projets de développement ? « Des interventions financées de l'extérieur et contribuant à un changement social ne peuvent être élaborées et réalisées qu'avec une participation locale et avec la sensibilité requise », estime Shalini Randeria. Cela signifie concrètement que la coopération au développement doit s'en tenir au principe de traiter garçons et filles sur un pied d'égalité, même si tel n'est pas l'usage dans la société concernée. L'ethnologue en est convaincue : « Prendre en considération les différences culturelles locales est indispensable, quoique difficile. C'est un exercice de corde raide entre impérialisme culturel et relativisme. » ■

(De l'allemand)

Burkina : je ne paie pas !

Depuis sa création en 1975, le Théâtre de la Fraternité, à Ouagadougou, pratique le « théâtre-débats », une sorte de forum explicitement axé sur l'intervention sociale. La troupe cherche la discussion avec son public ; elle soulève des problèmes et confronte les spectateurs à des idées et des valeurs nouvelles. Cela ne peut fonctionner que si l'auteur et les acteurs s'adaptent aux préoccupations et aux besoins du public. La pièce *Je ne paie pas !* a été réalisée sur mandat de la DDC. Elle vise à faire comprendre qu'il faut bien payer des impôts si l'on veut pouvoir recourir aux services sociaux. Pour traiter ce problème, les auteurs ont pris l'exemple du grand marché de Ouahigouya, où les taxes sur les stands ont été pour les marchands une pilule difficile à avaler.

Quand la reconstruction est un acte de violence

Après une catastrophe comme celle du tsunami, la culture revêt une importance cruciale. Reconstruire une zone d'habitation sans respecter la culture locale comporte le risque d'un démembrement social et d'un appauvrissement économique. C'est ce qu'affirme l'anthropologue Jennifer Duyne Barenstein dans un entretien avec Maria Roselli.



L'anthropologue **Jennifer**

Duyne Barenstein est chercheuse auprès de l'Institut de la durabilité appliquée à l'environnement construit (ISAAC) de l'École universitaire professionnelle de la Suisse italienne (SUPSI) et privat-docent auprès de l'Institut d'anthropologie sociale de l'Université de Zurich. Elle a travaillé pendant plus de dix ans pour la coopération au développement au Bangladesh, en Inde et au Sri Lanka. Actuellement, elle dirige un projet de recherche sur la durabilité des politiques et des pratiques de reconstruction après des catastrophes.

Les travaux, qui se réalisent en Inde et au Nicaragua, sont financés par la DDC et le Fonds national suisse.



Jennifer Duyne Barenstein (4)

Un seul monde: La culture est un facteur toujours plus important dans la coopération au développement. Pourquoi?

Jennifer Duyne Barenstein: La culture est essentielle à la survie même d'une population. Certains la considèrent d'ailleurs comme le quatrième pilier de la durabilité, aux côtés des trois piliers que sont l'environnement, la société et l'économie. Dans le domaine de la coopération, on est de plus en plus sensible aux dimensions culturelles du développement. En revanche, ce n'est pas encore suffisamment le cas dans le secteur humanitaire. Pourtant, la culture s'avère encore plus cruciale après une catastrophe, car elle offre alors à la population les instruments nécessaires pour surmonter la crise et gérer le traumatisme. La continuité culturelle dépend notamment de la préservation de l'environnement construit. C'est un élément primordial si l'on veut préserver un lien entre le passé et

le présent. Hélas, beaucoup d'acteurs de l'humanitaire estiment que le respect de la culture locale est un luxe.

Dans quel sens?

C'est un phénomène qui pourrait être défini comme la « tyrannie de l'urgence ». On pense que face à une catastrophe, il n'y a pas de temps à perdre avec des questions culturelles. Aujourd'hui encore, cela conduit à fournir des aides matérielles – nourriture, vêtements, tentes et maisons – peu appropriées au contexte culturel, alors que les personnes auraient justement besoin de se sentir rassurées à ce moment-là. Souvent, il serait facile d'éviter ce genre d'erreurs, par exemple en apportant un appui financier plutôt que matériel. Non seulement cette approche permettrait une plus grande autodétermination, mais elle aurait également une incidence positive sur les économies locales. La DDC



Autrefois (ci-dessus) et aujourd'hui (à gauche): quand des zones d'habitation doivent être reconstruites après une catastrophe – ici des côtes indiennes ravagées par le tsunami –, le fait de ne pas tenir compte des besoins culturels de la population peut causer des dégâts irréversibles

l'a bien compris, contrairement à de nombreuses organisations non gouvernementales (ONG), et elle a accompli de louables progrès dans cette direction. Malheureusement, beaucoup d'ONG continuent de travailler avec des entreprises de construction et se comportent en tant que telles. Cela a été le cas après le tsunami.

Quel impact cette attitude peut-elle avoir sur la culture locale?

L'organisation spatiale d'une zone d'habitation reflète profondément l'organisation socioéconomique et culturelle d'un groupe. Si un projet n'en tient pas compte, des dommages irréparables peuvent être causés. En général, les entreprises de construction tendent à aligner des blocs uniformes de béton. Dans de tels lieux, les familles ne peuvent pas réorganiser leur vie selon leurs propres besoins socioéconomiques et culturels. Les rapports de voisinage, qui peuvent jouer un rôle fondamental pour le bien-être d'un groupe, sont également sacrifiés. Il existe alors un grand risque de perte culturelle, de démembrement social et d'appauvrissement économique. C'est un acte de violence que de reconstruire un village, après une catastrophe, sans prendre en considération la culture locale.

Vous semblez très perplexe sur la manière dont la reconstruction a été menée après le tsunami...

Il est préoccupant de voir que l'on commet toujours les mêmes erreurs. Quelques années avant le tsunami, l'État indien du Gujarat a été frappé par un terrible séisme qui a détruit plus de 300 000 maisons. L'afflux de fonds privés n'a pas été aussi abondant que dans le cas du tsunami. La population a reconstruit elle-même plus de 70 pour cent des bâtiments, avec l'aide financière et technique du gouvernement. Nous avons fait une étude sur cette expérience, car c'est la première fois que l'ap-

proche «cash» était appliquée à une aussi large échelle. L'évaluation a montré que ce fut une vraie réussite: les maisons étaient plus belles et de meilleure qualité que celles érigées par les ONG avec l'aide d'entreprises de construction; et les gens étaient nettement plus satisfaits. Après le tsunami aussi, il aurait été possible de respecter le principe d'autodétermination et de donner aux gens une aide financière pour qu'ils puissent rebâtir eux-mêmes leurs maisons. Cela aurait permis de conserver le style architectural, d'employer de la main-d'œuvre locale et d'utiliser des matériaux indigènes compatibles avec l'environnement. Mais la reconstruction, du moins en Inde, a été confiée à des ONG, qui ont le plus souvent fait appel à des entreprises de construction. Les conséquences sont catastrophiques aussi bien au niveau socioculturel qu'environnemental.

Pour quelles raisons?

Il a été décidé de construire des maisons neuves pour tous, que les gens aient perdu leur toit ou non. Mais cela demande de l'espace et le terrain est très rare dans les zones côtières. Par conséquent, dans beaucoup de villages, toutes les maisons ont été rasées, y compris celles qui étaient intactes, belles et adaptées aux conditions climatiques du lieu. Même les arbres, si importants pour la subsistance et comme protection contre le soleil, ont été abattus parce qu'ils entravaient la construction. Les autorités locales informelles ont obligé de nombreux habitants à démolir leur maison pour faire de la place aux nouvelles. En détruisant tout l'environnement construit qui existait avant le tsunami, on a non seulement causé de graves dommages écologiques et gaspillé de précieuses ressources, mais également effacé toute trace de l'histoire et de la culture des communautés côtières. ■

(De l'italien)

Les mariages du tsunami

«La distribution de maisons gratuites à tous les couples mariés a créé un autre problème. Elle a engendré une augmentation massive des mariages. On a appelé ce phénomène les *tsunami marriages*. Des garçons et des filles de 14 ou 15 ans se sont mariés dans l'espoir d'obtenir une maison gratuite! Le problème, c'est que la propriété d'un logement en Inde est étroitement liée à un système informel de sécurité sociale, destiné à assurer la prise en charge des personnes âgées: le fils cadet continue de vivre avec ses parents et en contrepartie, il sait qu'il héritera un jour de la maison familiale. Dès lors que les fils reçoivent une maison en dehors de toute obligation sociale, qui va s'occuper des personnes âgées?»

Jennifer Duyne Barenstein

Antigone, un mythe moderne à Mostar

Dans une Bosnie et Herzégovine hantée par les antagonismes ethniques et religieux, les jeunes craignent de s'exprimer sur des thèmes sensibles. Certains y parviennent, toutefois, en participant à des spectacles de théâtre-éducation. La Suisse soutient la consolidation et l'extension d'un centre spécialisé dans cette méthodologie. De Jane-Lise Schneeberger.



Ville coupée en deux

Trois communautés ethniques et religieuses ont coexisté pacifiquement à Mostar depuis le 16^e siècle: des Bosniaques (musulmans), des Croates (catholiques) et des Serbes (orthodoxes). Ce modèle de tolérance a volé en éclats durant la guerre civile, entre 1992 et 1995. Mostar a d'abord subi les attaques serbes. Puis des combats meurtriers ont opposé les nationalistes croates et bosniaques. Depuis, les habitants serbes sont partis et les deux autres communautés vivent dans des secteurs rigoureusement définis: l'ouest de la ville est réservé aux Croates et l'est aux Bosniaques. La ségrégation se traduit par le doublement de nombreux services. Mostar compte deux universités, deux corps de sapeurs-pompiers, deux entreprises de ramassage des ordures ménagères, etc. Chaque école est soit croate, soit bosniaque.

L'arrivée de l'Igrobust est un événement très attendu à Gornja Dreznica. Dans ce village rural isolé, les jeunes ont rarement l'occasion de participer à une activité culturelle. Le bus s'immobilise devant l'école. À son bord: quatre comédiens et des accessoires de théâtre. Mais la troupe ne vient pas présenter un spectacle classique. Elle utilise le théâtre comme un moyen de susciter un dialogue sur des thèmes comme la violence, la drogue ou les divisions ethniques. Prisonniers des préjugés sociaux, privés de perspectives d'avenir, les jeunes de Bosnie et Herzégovine se replient sur eux-mêmes. Ils n'osent pas aborder publiquement les questions qui les préoccupent. Le théâtre les aide à extérioriser leurs sentiments.

L'acquisition récente d'un «atelier multiculturel mobile» réjouit Sead Djulic, directeur du Centre pour le théâtre-éducation en Bosnie et Herzégovine (CDO): «Nous pouvons maintenant atteindre

des jeunes, mais aussi les groupes vulnérables de la population, dans des régions où nous n'allions jamais auparavant.» Créé à Mostar en 1997, le CDO a entrepris l'an dernier de consolider ses structures et d'élargir ses activités. Il reçoit le soutien du Programme culturel suisse pour l'Europe du Sud-Est et l'Ukraine (SCP), mis en œuvre par Pro Helvetia sur mandat de la DDC.

Un secret révélé sur scène

Les spectacles interactifs du CDO se déroulent généralement en deux temps. Les comédiens commencent par jouer une situation qui se termine plutôt mal. Puis ils la reprennent en invitant le public à monter sur scène et à proposer d'autres répliques, qui feront évoluer l'histoire vers un dénouement heureux. «En se mettant dans la peau d'un personnage, les jeunes réalisent qu'un changement est possible, qu'ils peuvent devenir acteurs

de leur propre vie», commente Christine Masse-
rey, de Pro Helvetia.

Parfois, ce changement intervient rapidement. Ce fut le cas il y a quelques mois dans une école de Mostar, où des adolescents abordaient le thème de la violence. «Grâce aux techniques du théâtre-éducation, ils ont révélé que l'un des professeurs les maltraitait, parfois même physiquement. Jusque-

décret, Antigone va ensevelir son frère, un acte qu'elle paiera de sa vie.

Ensuite, l'animateur a demandé aux élèves de réfléchir à la décision qu'ils auraient prise à la place d'Antigone et d'imaginer d'autres dénouements à ce drame. «Je les ai guidés vers une époque récente qui leur a laissé des souvenirs douloureux. Ce mythe est l'histoire de notre ville. À Mostar



là, aucun d'eux n'avait osé dévoiler ces faits, par crainte de représailles», relate Sead Djulic. Informé, le directeur de l'école a immédiatement licencié le coupable. «Dans un contexte fictif, les jeunes se sentent en sécurité et ont le courage de parler. Ils réalisent que la solution s'impose alors naturellement.»

De Thèbes à Mostar

Pour créer une distance avec la réalité, les thèmes sont abordés par la littérature, l'histoire ou la mythologie. Sead Djulic se souvient ainsi d'avoir animé une séance sur Antigone. Devant des élèves bosniaques et croates de Mostar, il a d'abord raconté le mythe: les deux frères d'Antigone s'entretuent en luttant pour le contrôle de la ville de Thèbes; le roi Créon accorde des funérailles solennelles à l'un des deux, mais refuse toute sépulture à l'autre, qu'il considère comme un traître; enfreignant ce

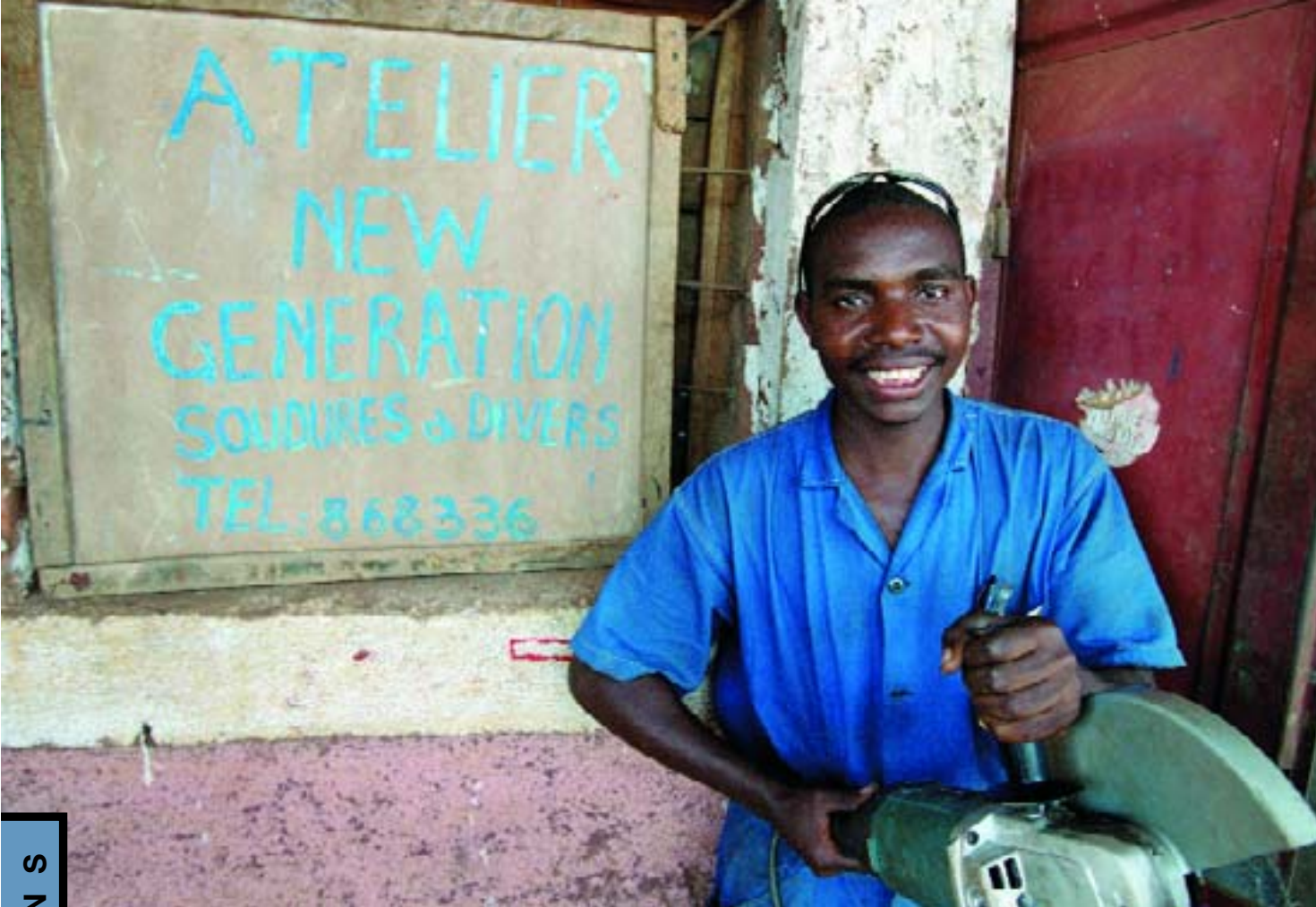
aussi, des frères sont morts en combattant dans des armées différentes. Qui peut dire aujourd'hui lesquels avaient raison: ceux de l'est ou ceux de l'ouest?» Sead Djulic avoue avoir ressenti quelques craintes: «Je me demandais si j'avais le droit de faire cela, si c'était encore du théâtre. Au fond, les personnages étaient leurs cousins, leurs parents. Cependant, je voulais confronter les élèves à cette ville qu'ils aiment sans en être satisfaits, les amener à clamer que les Antigone modernes veulent vivre.»

Ambitions internationales

Le CDO déploie de nombreuses activités pour promouvoir le théâtre-éducation dans tout le pays. Il organise des ateliers, des conférences et des concours à l'attention des acteurs, des auteurs dramatiques ou des écoles. Il attache une grande importance à la formation du corps enseignant, qu'il incite à adopter des méthodes plus participatives. Le système éducatif actuel n'encourage guère la créativité ou l'esprit critique des élèves. Au fil des années, le CDO a tissé un important réseau international. Avec le soutien du SCP, il renforce ces contacts et compte devenir un centre de ressources sur le théâtre-éducation en Europe du Sud-Est. Pour assurer la pérennité du CDO, la Suisse finance également la formation du personnel, comme l'explique Christine Masserey: «Les collaborateurs du CDO sont très compétents sur le plan artistique. Mais ils ont besoin de se perfectionner dans des domaines tels que la planification, le marketing, les relations publiques et la gestion du personnel.» ■

Le théâtre pour changer le monde

Le théâtre-éducation utilise les techniques théâtrales comme outils d'enseignement, mais aussi pour aider les jeunes à comprendre la nature de l'être humain et celle du monde dans lequel ils vivent. Il peut contribuer efficacement à la guérison des traumatismes dus à la guerre. Dans ses activités en Bosnie et Herzégovine, le CDO recourt également au «théâtre de l'opprimé», fondé dans les années 60 par le Brésilien Augusto Boal. En faisant des spectateurs les protagonistes de l'action dramatique, ce dernier entendait donner la parole aux populations des favelas, les conscientiser et les inciter à agir. Selon lui, le théâtre est un moyen de transformer la réalité sociale et de résoudre des situations de conflit ou d'oppression. Il libère les êtres humains. Plusieurs variantes ont été déclinées sur le modèle du théâtre de l'opprimé: théâtre-forum, théâtre-action, théâtre d'intervention, etc. Elles sont fréquemment utilisées auprès des populations non alphabétisées dans les pays du Sud.



Même le ciel est sans pitié

Jusqu'à très récemment, tout semblait aller pour le mieux. Le Burundi avait enfin retrouvé la paix. En 2005, après des années de guerre civile, l'élection présidentielle s'est déroulée dans un calme impressionnant. Mais entre-temps, le pays régresse à nouveau, entraîné dans une spirale dangereuse qui mêle surpopulation, lutte pour le pouvoir, problème de réfugiés et pluies diluviennes. De Johannes Dieterich*.

Après les élections de 2005, les Burundais ont envoyé leurs enfants gratuitement à l'école, pour la première fois dans l'histoire du pays. Ils ont enfin pu cultiver leurs champs sans craindre qu'un rebelle ne jaillisse des sous-bois pour les tuer ou enlever leurs enfants. Même le plus radical des groupes armés, les Forces nationales de libération (FNL), a fini par adhérer à l'accord de paix en 2006. « Rares sont les États qui ont mis fin à une guerre civile dans des conditions aussi prometteuses », estime René Lemarchand, spécialiste américain du Burundi. « Le

processus de transition a été exemplaire : aucun président africain n'a accédé au pouvoir avec un capital de bonne volonté et de sympathie populaire aussi important que celui dont a bénéficié Pierre Nkurunziza. »

Dérive autoritaire

Une année et demie après ce tournant exceptionnel, celui qui incarnait l'espoir des Burundais a cependant déjà perdu tout crédit. Diverses sources, dont l'organisation de défense des droits humains

Sean Sprague / Still Pictures



Ulstein - Theker / Still Pictures



Meissner / laif



Jörg Böhmig / Still Pictures



Human Rights Watch, reprochent aux services secrets de Pierre Nkurunziza de pratiquer la torture, voire de commettre des meurtres. Faussement accusés d'avoir fomenté un coup d'État, l'ancien président Domitien Ndayizeye et son vice-président Alphonse Marie Kadege ont passé six mois en prison, avant qu'un tribunal ne finisse par ordonner leur libération au début de cette année, mettant ainsi fin à une ignominie.

Trois journalistes, qui avaient relaté cette affaire, ont également fait un séjour derrière les barreaux. Même le chef de l'autorité anti-corruption, Gabriel Rufyiri, a été privé de liberté pour des motifs cousus de fil blanc, après avoir publiquement déploré que le nombre de cas de corruption et d'enrichissement illicite avait quasiment doublé l'année passée, pour atteindre presque 2000. Dans un récent rapport sur le Burundi, le groupe d'experts International Crisis Group a lancé un avertissement: «S'il continue sur cette lancée autoritaire, le gouvernement risque de déclencher des troubles violents et de perdre les acquis du processus de paix.»

Rendons toutefois justice à Pierre Nkurunziza, un chrétien convaincu qui fut maître de sport et chef rebelle: sortir du marasme ce pays d'Afrique centrale complètement ruiné représente un défi que même Hercule peinerait à relever. Le Burundi a derrière lui une histoire que seul le Rwanda pourrait surpasser dans le registre de l'horreur sanguinaire. Tout comme ce pays voisin, il s'épuise dans

un conflit entre la majorité hutue et la minorité tutsie. S'ils n'ont pas provoqué cette discorde, les colonisateurs belges l'ont du moins attisée. Appliquant le principe selon lequel il faut «diviser pour régner», ils ont fait de la minorité tutsie une élite et l'ont placée aux postes clés.

Ni richesses souterraines ni accès à la mer

Les Hutus ont déclenché plusieurs soulèvements sanglants contre la minorité dominante. À chaque fois, celle-ci a réagi avec une violence plus brutale encore. De telles escalades ont secoué le Burundi à cinq reprises depuis l'indépendance en 1962. Les premières se sont achevées par des massacres. Mais après le renforcement de la majorité hutue dans les années 90, les affrontements ont débouché sur une véritable guerre civile.

Cette dynamique meurtrière a réduit à néant toute chance de développement économique. Pendant les dernières années du conflit, entre 1998 et 2003, le revenu par habitant a diminué de moitié, passant de 223 à 116 dollars. Environ 85 pour cent de la population vit dans les zones rurales avec moins d'un dollar par jour, ce qui fait du Burundi l'une des nations les plus pauvres du monde. C'est également le deuxième pays le plus densément peuplé d'Afrique. Dépourvu de grandes richesses souterraines, le Burundi n'a pas non plus un accès direct à la mer et aux marchés internationaux. Le café représente 80 pour cent de ses exportations.



Jörg Böhling / agenda



Jörg Böhling / agenda



Sean Sprague / Still Pictures



Roemer / laif

L'objet de tous les jours

L'igiseke

Sorte de précurseur burundais du tupperware occidental, l'*igiseke* se prête à des usages bien plus variés que son équivalent en plastique et il est nettement plus esthétique. Ce joli panier au couvercle conique effilé permet de conserver parfaitement des denrées alimentaires (au Burundi, il s'agit surtout de haricots). Il fait également d'excellentes tabatières et peut servir d'emballage-cadeau : les Burundais ont coutume d'offrir la dot de la jeune mariée dans un *igiseke* richement décoré, du moins quand il s'agit d'argent – ce qui est usuel désormais – et non pas d'une vache. Un *igiseke* ordinaire mesure de 30 à 40 centimètres de haut. Comme tout ce qui est essentiel en Afrique, ce sont les femmes qui confectionnent ces récipients en fibres de papyrus ou en *urwamfu* (herbes des hauts plateaux). Elles les tressent pendant leur temps libre, après les travaux des champs, de sorte qu'il faut environ un mois pour en fabriquer un exemplaire. Mais les *igiseke* sont très résistants, ils peuvent accompagner leur propriétaire pendant la moitié de sa vie.

Bien que l'agriculture soit le pilier économique du pays, l'élite tutsie ne s'en est jamais préoccupée : les rendements des champs, quasiment privés d'engrais, et les prix des produits agricoles se situaient largement en dessous des moyennes mondiales. Aux yeux des économistes Floribert Ngaruko et Janvier Nkurunziza, le Burundi est l'exemple flagrant d'une société soumise au pillage bureaucratique, dans laquelle une petite élite urbaine s'est enrichie sur le dos de la majorité rurale.

Le conflit ethnique passe au second plan

Pierre Nkurunziza a pu mettre fin à cette funeste tradition. Si l'on excepte l'équipe du président Melchior Ndadaye, assassiné en 1993 peu après son accession au pouvoir, son gouvernement est le premier à majorité hutue. Par ailleurs, la nouvelle Constitution, rédigée avec l'appui de l'Afrique du Sud, protège les droits des minorités mieux qu'aucune loi fondamentale dans le monde. Ce texte, de même que le parti du président, le CNDD/FDD, devraient veiller à ce que la minorité tutsie ne soit pas à nouveau tentée de recourir au coup d'État par crainte de décliner.

Du fait que le parti d'opposition Frodebu est lui aussi dominé par les Hutus, le climat politique du Burundi n'est plus marqué par le seul conflit interethnique. Voilà un progrès à ne pas sous-estimer. « En fait, notre problème ne relève pas des ethnies », déclarait récemment le Hutu Pierre Nkurunziza à son homologue rwandais, le Tutsi Paul Kagame : « Nos prédécesseurs n'ont fait qu'exploiter l'ethnicité pour dissimuler leur incapacité à gouverner et leur avidité. »

Reste à savoir si l'actuel président burundais parviendra effectivement à se distinguer de ses prédé-

cesseurs. L'ancienne vice-présidente en doute : en septembre 2006, Alice Nzomukunda a démissionné en invoquant les nombreux problèmes « de gestion des finances, de respect des lois, de sécurité et de justice » au sein de son parti.

Dans l'attente d'un tribunal spécial

Tous les experts conviennent que les progrès du Burundi sont extrêmement fragiles. Environ 50 000 ex-rebelles ne sont toujours pas véritablement réinsérés dans la société et n'hésiteront pas à reprendre les armes à la moindre occasion. L'armée reste aux mains des Tutsis, qui pourraient une fois de plus s'en servir pour renverser le pouvoir. Nombre d'anciens membres du gouvernement et d'anciens rebelles vivent en liberté, alors qu'ils sont accusés de génocide et d'autres crimes contre l'humanité : le projet de créer une Commission Vérité et Réconciliation, sur le modèle sud-africain, n'a débouché sur rien de concret pour l'instant.

Enfin, ce petit pays déjà surpeuplé doit encore accueillir au moins 500 000 réfugiés. Et même le ciel est sans pitié : ces derniers mois, des pluies diluviennes ont détruit les récoltes, rendant un million de Burundais tributaires de l'aide alimentaire. En raison des erreurs politiques qu'il a commises, le président Pierre Nkurunziza obtient moins d'assistance internationale que son prédécesseur durant la phase de transition : une spirale dangereuse que seul l'ancien maître de sport est à même de briser. ■

* Johannes Dieterich est correspondant en Afrique pour plusieurs journaux germanophones, dont la « Frankfurter Rundschau » et « Der Bund »

(De l'allemand)

La Suisse et le Burundi

Aide humanitaire, promotion de la paix et démocratisation

(bf) La coopération suisse au développement réalise des projets ponctuels au Burundi depuis le milieu des années 60. Son action a été interrompue au début des années 90, lorsque les conflits se sont envenimés dans la région des Grands Lacs. En 1994, la DDC est revenue sur place pour apporter une aide humanitaire aux personnes touchées tant par le génocide au Rwanda que par les guerres au Burundi et en République démocratique du Congo. Aujourd'hui, son programme humanitaire régional porte sur l'aide aux victimes de la guerre, le retour des réfugiés et des personnes déplacées, la sécurité alimentaire et la reconstruction (voir aussi *Un seul monde* 1/2007). Si la situation reste stable, cette aide sera progressivement réduite au profit de la coopération au développement.

En 2006, la Suisse a consacré au Burundi environ 6,6 millions de francs, dont 4,4 millions pour l'aide humanitaire, 1,1 million pour la coopération au développement et 1,1 million pour les mesures de promotion de la paix, mises en œuvre par la Division politique IV – Sécurité humaine du DFAE. Celle-ci appuie notamment le désarmement des milices, la collecte des armes légères détenues par

des civils et la création d'une Commission Vérité et Réconciliation.

L'aide humanitaire soutient en premier lieu les réfugiés, les personnes déplacées, les enfants touchés par la guerre et les victimes de violences (en particulier les femmes et les filles). Elle contribue aussi à la sécurité alimentaire, à la réhabilitation de l'agriculture et au déminage.

Quant à la coopération au développement, elle se concentrera ces prochaines années sur trois domaines : la santé de base, la gouvernance locale et la démocratisation. Elle soutiendra des initiatives régionales. La première étape du programme a débuté en août dernier, avec un appui aux soins médicaux de base dans la province de Ngozi, au nord du pays. Ce projet comprend la mise sur pied et l'équipement de 45 dispensaires et de 4 hôpitaux. Depuis janvier 2007, le gouvernement bénéficie en outre de conseils techniques pour mener sa politique de décentralisation. Dans le domaine des médias, la DDC soutient la plate-forme d'information « Syfia Grands Lacs » (www.syfia-grands-lacs.info), qui offre à la population des informations fiables et de qualité.

Repères historiques

17^e siècle Fondation des royaumes du Rwanda et du Burundi par les Tutsis.

1899 L'Allemagne annexe le Burundi à sa colonie d'Afrique orientale, la « Deutsch-Ostafrika ».

1920 La Société des Nations place le Burundi sous mandat belge.

1961 Le prince Louis Rwagasore, chef d'un mouvement de libération, est assassiné par un Européen.

1962 L'indépendance porte au pouvoir le roi Mwambutsa. En 1965, celui-ci s'enfuit en Suisse après une tentative de putsch.

1966 Au terme d'une longue période de troubles, l'officier tutsi Michel Micombero met en place un gouvernement militaire et proclame la république.

1972 Des Hutus se rebellent et tuent environ 1000 Tutsis. Une répression massive fait jusqu'à 300 000 victimes parmi les Hutus.

1976 Au cours d'un putsch, l'officier tutsi Jean-Baptiste Bagaza évince Michel Micombero.

1987 Bagaza est à son tour renversé par le major Pierre Buyoya, également Tutsi.

1992 Pierre Buyoya fait pour la première fois entrer des Hutus dans le gouvernement.

1993 Les premières élections démocratiques sont remportées par le parti hutu Frodebu. Melchior Ndadaye accède à la présidence, mais il est assassi-

né peu après par des officiers tutsis. Ce putsch déclenche de violents affrontements. Des milliers de Tutsis et de Hutus sont tués.

1993-2003 Guerre civile.

1996 L'ex-président Buyoya revient au pouvoir par les armes. Mais la communauté internationale impose des sanctions à son gouvernement.

1999 L'ancien président sud-africain Nelson Mandela est nommé médiateur du processus de paix au Burundi.

2000 Les deux principaux groupes rebelles et le gouvernement de Pierre Buyoya signent un accord de cessez-le-feu à Arusha, en Tanzanie.

2001 Un gouvernement transitoire est mis en place. Il est présidé pendant deux ans par Pierre Buyoya, puis pendant deux ans par Domitien Ndayizeye, un Hutu.

2005 Le parti CNDD/FDD (Conseil national pour la défense de la démocratie / Forces nationales pour la défense de la démocratie) sort nettement vainqueur d'une série d'élections communales, parlementaires et présidentielles. Son candidat, Pierre Nkurunziza, accède à la présidence.

2006 Dernier groupe rebelle encore actif, les Forces nationales de libération (FNL) signent l'accord de cessez-le-feu.

Faits et chiffres

Nom

République du Burundi

Capitale

Bujumbura
(env. 0,5 million d'habitants)

Population

7,8 millions d'habitants
280 habitants / km²

Superficie

27 830 km²

Langues

Kirundi et français (langues officielles), swahili, twa (langue des pygmées)

Végétation

Jadis, la forêt tropicale recouvrait l'ensemble des collines qui forment le paysage grandiose du Burundi. Mais il y a longtemps que même les pentes les plus escarpées ont été déboisées pour faire place aux cultures de café, thé, manioc, patates douces ou bananes.

Groupes ethniques

Hutus : 85%
Tutsis : 14%
Twas (pygmées) : 1%

Religion

Catholiques : 62%
Protestants : 5%
Musulmans : 10%
Animistes : 23%

Biens d'exportation

Café (près de 80% des revenus d'exportation), bananes. Le Burundi est un pays agricole classique. L'agriculture représente presque 60% du produit intérieur brut.



La solution n'est pas de partir



Marguerite (Maggy)

Barankitse, d'ethnie tutsie, est née dans les collines de Ruyigi, au Burundi. Lorsque la guerre civile a éclaté, en 1993, elle travaillait dans cette ville en tant que secrétaire de l'évêque. Des Tutsis ont pénétré dans l'évêché pour liquider des Hutus qui s'y étaient réfugiés. Maggy a tenté de s'interposer, mais les agresseurs ont massacré 72 personnes sous ses yeux. Elle a alors pris en charge 25 enfants rescapés et a créé un premier centre d'accueil, la Maison Shalom. Beaucoup d'autres orphelins, victimes de la guerre et du sida, ont par la suite rejoint ce premier groupe. Maggy a fait construire pour eux plus de 200 maisons à travers le pays. Près de 20 000 jeunes, des différentes ethnies, ont bénéficié de façon directe ou indirecte des actions de la Maison Shalom. Ce réseau et sa fondatrice ont reçu de nombreuses distinctions internationales.

Au cours d'un vol entre Paris et Bujumbura, j'ai rencontré un compatriote, un pédiatre qui vit en France. Nous étions assis l'un à côté de l'autre. C'était la première fois en huit ans qu'il revenait au pays. Il m'a expliqué qu'il avait décidé de rester définitivement en France. Comme je lui en demandais la raison, il m'a raconté son histoire, en commençant par cette introduction : « Je reste en Europe pour assurer un avenir correct à mes enfants. Tu sais, chère Maggy, notre mère patrie n'est plus celle qui nous a élevés. Regarde ce qu'est devenu le système éducatif burundais. Comment un enseignant qui touche 25 euros par mois peut-il être motivé pour travailler ? Un professeur d'université gagne 80 euros, alors que le loyer d'une maison moyenne est d'au moins 100 euros par mois. Les effectifs des élèves ne peuvent en aucun cas permettre un encadrement correct. Les programmes sont surchargés et non adaptés. »

Quant à l'université, elle est devenue un endroit de revendications et non pas d'études, a-t-il ajouté. Suite aux grèves répétées, une année académique se déroule en deux ans et demi. Des structures prévues pour 3000 étudiants en abritent 10 000. L'absence de tout entretien a des conséquences multiples. Les services sanitaires débordent et coulent en surface. Les lits sont cassés. Le système électrique, excessivement sollicité, provoque parfois des accidents. L'exiguïté des salles oblige certains étudiants à suivre les cours dehors, dans les corridors.

Après notre arrivée, nous avons fait un tour rapide dans la capitale, Bujumbura. À l'école primaire Stella Matutina, une marée d'enfants sortent des

classes. Souvent, une classe compte jusqu'à 150 enfants répartis en deux groupes. Au lycée Clarté Notre Dame, que j'ai fréquenté il y a trente ans, le constat est amer et le chagrin me gagne. Certaines classes, de même que l'ancienne cuisine, sont fermées, car elles menacent de s'écrouler. Pourtant, cette école formait l'élite féminine. Au Collège du Saint-Esprit, autrefois tenu par les jésuites, quelle désolation de voir la piscine desséchée. Ce fut la première du genre au Burundi ; les élèves d'autres écoles venaient y suivre des cours de natation. À l'hôpital Roi Khaled, nous n'avons pas pu emprunter certains escaliers, qui étaient en train de s'écrouler. Des fentes béantes s'observent dans certains murs. C'est le principal hôpital de première référence au Burundi. Vu la dégradation des services, le manque de matériel et d'équipement ainsi que les bas salaires, la plupart des médecins sont partis vers le secteur privé ou à l'étranger.

Malgré ce constat, j'ai essayé d'expliquer à mon ami que la solution n'est pas de partir, mais qu'il faut plutôt rester et contribuer au changement. C'est grâce à notre patrie que nous sommes ce que nous sommes. Nous avons la responsabilité de l'aider. « Regarde toutes ces femmes qui meurent en couches par manque d'assistance, toutes ces personnes qui gagnent leur vie difficilement à la sueur de leur front », lui ai-je dit. « Regarde les 17 pour cent d'enfants vulnérables, dont certains ont perdu leurs parents pendant les dix ans de guerre civile ou à cause de maladies comme le paludisme et le sida. Le Burundi reste ta patrie, ton identité. Tu ne peux pas t'en défaire jusqu'à l'indifférence. » Le Burundi n'est pas perdu. Tout au contraire, il a encore des potentialités à capitaliser. Les ressources humaines sont suffisantes. En étant plus motivées, elles pourraient rassembler leurs efforts pour reconstruire les cœurs et le pays, dans un esprit de consolidation de la paix.

Nous nous sommes séparés en rêvant à un Burundi meilleur où il fait bon vivre. Le médecin a tellement été marqué par ces constats qu'il a spontanément pris la décision de rentrer. Avec conviction, il a choisi de contribuer à rebâtir sa patrie. ■





Tina Stenauer

La partie immergée de l'iceberg

Le débat sur la mondialisation économique conduit souvent à s'interroger sur la culture. Existe-t-il une sorte de culture globalisée? Question épineuse s'il en est. Il est indéniable que la culture se vit au niveau local, mais qu'elle subit l'influence des modes internationales. On peut la comparer à un iceberg: non seulement la partie émergée se voit mieux que la masse cachée par l'eau, mais elle se modifie aussi plus rapidement. La langue, les habitudes alimentaires ou l'habillement se transforment plus vite que les normes de comportement, les contrôles sociaux ou les formes de vie.

C'est précisément cela que nous devons prendre en considération dans le cadre de notre travail avec des cultures extrêmement diverses. De nombreux projets de coopération sont directement liés à des changements du contexte culturel local ou bien ils les provoquent indirectement. C'est pourquoi il est essentiel de connaître et d'être ouvert à la culture locale. Sa promotion et son respect font partie du travail de développement. Il ne s'agit pas ici de pratiquer des échanges culturels – aussi importants ceux-ci soient-ils –, mais de faire en sorte que la culture locale devienne un facteur de développement pour le pays partenaire.

Motivation personnelle, estime de soi-même et responsabilité individuelle trouvent leurs fondements dans la culture locale, laquelle joue un rôle déterminant dans l'identité d'une population. Ne confondons pas l'identité culturelle avec la nationalité, et encore moins avec le nationalisme. Cela risquerait de freiner les processus de développement, au lieu de les stimuler. Ces vecteurs de changement ou d'immobilisme peuvent aussi être bien ou mal utilisés sur le plan politique, comme on le voit, par exemple, dans plusieurs pays partenaires de la DDC

en matière d'excision des filles, une coutume justifiée par des arguments culturels. Toutes les traditions ne sont pas nécessairement bonnes. Elles peuvent et doivent être remises en question. Mais il est important que la modification d'anciennes coutumes s'opère à bon escient et avec le soutien local. Sinon, elle risque bien de toucher uniquement la pointe de l'iceberg, sans agir en profondeur sur la réalité vécue au quotidien.

Beaucoup de cultures recèlent de véritables trésors. Leur richesse dépasse souvent la prospérité économique. C'est cette diversité qu'il s'agit de découvrir. La plupart des êtres humains sont fiers de leur patrimoine culturel et disposés à le partager avec tout «étranger» qui s'y intéresse.

Il faut pouvoir faire connaître la culture. La communication elle-même est culture. Cela vaut pour nous, acteurs professionnels du développement, pour nos interlocuteurs dans les pays partenaires, mais aussi pour la population suisse. La culture implique toujours une ouverture, une aptitude à examiner avec respect ce qui est différent. ■

*Walter Fust
Directeur de la DDC*

(De l'allemand)

Feuille de route pour une aide plus efficace



Gabriel / lat

La Déclaration de Paris

À l'occasion du Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide au développement, tenu à Paris du 28 février au 2 mars 2005, les 90 États présents, ainsi que quelques organisations multilatérales et de la société civile, ont adopté la Déclaration de Paris. De nouvelles normes ont été fixées à la politique mondiale de développement. Elles se fondent sur les grands principes suivants: appropriation, harmonisation, alignement, résultats et responsabilité mutuelle. Pour que l'ensemble ne se limite pas à une déclaration d'intention, l'accord contient plus de 50 engagements de partenariat et 12 indicateurs spécifiques, ainsi que des objectifs à atteindre jusqu'en 2010. Le prochain Forum de haut niveau sera organisé au Ghana en 2008. Il dressera un premier bilan et décidera, au besoin, de corriger le cap.

www.aidharmonisation.org

En adhérant à la Déclaration de Paris, plus de 140 États et organisations se sont engagés à œuvrer ensemble pour optimiser la coopération au développement. Cet accord international fixe des objectifs ambitieux, qui placent tous les acteurs concernés face à des défis de taille. De Gabriela Neuhaus.

La Bolivie compte parmi les plus gros producteurs de châtaignes du monde. Les fruits sont cultivés, récoltés et conditionnés par des ouvriers agricoles souvent privés de leurs droits fondamentaux et condamnés à une pauvreté extrême. Depuis quelques années, de nombreux projets – lancés, financés et réalisés par divers organismes de développement – s'efforcent d'améliorer les conditions de vie de ces travailleurs.

En 2006, les donateurs multilatéraux et bilatéraux se sont rendus sur le terrain avec des représentants du gouvernement bolivien. Ils ont visité les châtaigneraies de la région de Riberalta, dans le nord du pays, afin d'évaluer les possibilités d'augmenter la qualité de ces projets. « Nous avons très vite pris conscience du manque de coordination entre nos activités et nos procédés. Ainsi, les ouvriers exploités recevaient exactement le même volume d'aide que ceux qui les exploitaient. Autre exemple : nous soutenions des projets visant à redistribuer des terres aux villages indigènes, mais rien n'a été prévu pour résoudre les conflits en-

gendrés par cette redistribution », écrit Dominique Favre, coordinateur adjoint de la DDC en Bolivie, dans son rapport de mission. « Chaque donateur était persuadé du bien-fondé de son action, mais sans avoir une vue d'ensemble de la situation dans cette région reculée, où l'État et l'ordre juridique sont absents. »

Appropriation par les partenaires

L'expédition entreprise dans les forêts de châtaignes a été motivée par la Déclaration de Paris, un accord international qui vise à harmoniser les efforts de développement et à améliorer ainsi la qualité de la coopération. Les constats dressés sur place ont prouvé aux responsables des agences d'aide à quel point il importe d'élaborer conjointement des projets, de mieux les coordonner et de superviser en permanence l'orientation des activités ainsi que leur impact. Des changements sont également en cours dans de nombreux autres pays en développement.

La communauté internationale a réalisé que les



Au Kirghizistan (page de gauche), au Viêt-nam (ci-contre) ou en Amérique centrale (page suivante), le bilan de l'aide est généralement positif lorsque le pays récipiendaire définit lui-même ses besoins et que les donateurs unissent leurs efforts

efforts prévalant actuellement en matière de développement ne suffiront pas à atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement. C'est pourquoi le Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide, qui s'est tenu en mars 2005 à Paris, a adopté de nouvelles mesures: en 50 points, les bailleurs de fonds et leurs partenaires, les pays récipiendaires de l'aide, se sont engagés à prendre des mesures dont l'application sera régulièrement vérifiée.

«L'appropriation» constitue un point central du programme: à l'avenir, chaque pays partenaire doit se doter d'une stratégie nationale de développement, qui aura une valeur contraignante pour tous les intervenants. Autrement dit, tout appui accordé par un donateur devra respecter l'agenda du pays partenaire et s'inscrire dans son plan national de développement (principe de «l'alignement»). En même temps, les procédures des différents donateurs devront être harmonisées. Edita Vokral, cheffe suppléante du domaine Coopération bilatérale au développement à la DDC, dirige le groupe de travail «Harmonisation» de la DDC et du SECO. À ses yeux, cette approche représente un changement fondamental: «Par le passé, les pays donateurs définissaient pour l'essentiel le type d'appui qu'ils consentaient aux pays en développement. À présent, il appartient à ces derniers de formuler leurs besoins et de négocier la mise en œuvre de l'aide avec les bailleurs de fonds.» Bien que très logique, ce concept s'avè-

re, dans la réalité, ambitieux et idéaliste. Nombre de gouvernements des pays en développement peinent à assumer leur nouveau rôle. Certains font fi des besoins de la population. Quant aux donateurs, l'aide qu'ils apportent aux plus pauvres est souvent dictée par leurs propres intérêts économiques et géopolitiques.

Un gain indéniable de qualité

Malgré les difficultés, rien ne peut arrêter désormais le processus enclenché par la Déclaration de Paris. Les avantages de l'harmonisation sautent aux yeux: un cadre de développement clairement défini permet aux pays partenaires de concentrer l'aide sur leurs besoins les plus urgents; et une meilleure coordination empêche le gaspillage de ressources dû aux doublons. Au lieu de se concurrencer, les donateurs peuvent apporter leur savoir-faire spécifique et accroître ainsi la valeur des prestations offertes.

Les premières expériences montrent cependant que l'amélioration de la qualité a aussi son prix. «Les négociations entre donateurs et pays partenaires demandent du temps et des compétences. Nous avons besoin de davantage de représentants sur place, qui connaissent bien les secteurs dans lesquels nous travaillons», explique Edita Vokral. «Les responsables des bureaux de coordination doivent être en mesure d'intervenir rapidement, sans devoir chaque fois en référer à la centrale à Berne.»



Hauser / lat

« Nous n'avons pas besoin d'analyse supplémentaire. Nous savons ce qu'il faut faire. Avec la Déclaration de Paris, nous avons désormais une feuille de route pour y parvenir. »

James Wolfensohn, ancien président de la Banque mondiale, lors du Forum de haut niveau, à Paris en 2005

« Il est insensé de voir 35 donateurs faire la même chose dans un même pays. Il faut déterminer quel est le nombre correct de donateurs pour chaque pays et dans chaque secteur d'activité. Sur cette base, on accorde des tickets d'entrée aux donateurs en fonction de leur valeur ajoutée. »

Simon Mizrahi, chargé de l'harmonisation au CAD (OCDE)

La Déclaration de Paris contribue ainsi à décentraliser les structures des agences d'aide. Elle implique aussi une redéfinition des rôles des acteurs étatiques et de la société civile. La DDC s'engagera davantage dans le dialogue politique avec les gouvernements des pays bénéficiaires et les autres donateurs. Quant aux ONG locales et internationales, leur force réside dans le soutien à la société civile. Seule la mise en place de mécanismes de contrôle démocratique dans les pays partenaires permettra en effet aux populations d'exiger des gouvernements qu'ils consacrent véritablement l'aide à améliorer le sort des plus démunis.

Pas d'agenda géopolitique

Dans presque tous ses pays partenaires, la Suisse a déjà testé les obligations découlant de la Déclaration de Paris. Ses expériences sont globalement positives. L'investissement supplémentaire porte ses fruits, comme le montre une enquête qualitative sur le processus d'harmonisation, menée par la DDC au Bangladesh, au Viêt-nam, au Kirghizistan, en Tanzanie et au Nicaragua. Certes, la situation n'est pas partout la même, mais la coopération entre donateurs s'est améliorée dans ces cinq pays.

En comparaison internationale, la Suisse fait figure de petit partenaire parmi les acteurs de l'aide au développement. Grâce à son savoir-faire spécifique dans des domaines tels que la décentralisa-

tion ou le renforcement des capacités, elle peut néanmoins jouer un rôle crucial en faveur de l'harmonisation. Dans nombre de pays partenaires, elle passe d'ailleurs pour le « courtier honnête » des plus démunis, car elle ne poursuit aucun objectif géopolitique.

« Malgré l'évolution positive qu'elle a enclenchée, la Déclaration de Paris soulève une série de questions qui restent sans réponse », relativise Edita Vokral. On ignore, par exemple, comment il sera possible de concilier une forte concentration sur les activités au niveau d'États individuels avec la mondialisation croissante et la tendance, en politique de développement, à privilégier les programmes régionaux. Ou encore comment mieux intégrer les groupes-cibles dans le processus et juguler les intérêts géopolitiques. Enfin, il importe de fixer des limites à l'harmonisation, ajoute Edita Vokral. Le but n'est pas, en effet, d'uniformiser totalement les efforts de développement. ■

(De l'allemand)

Le plurilinguisme à la DDC

(soe) Franziska Sörensen Araujo, chargée du plurilinguisme à la DDC, dresse un bilan positif de l'année 2006. La promotion du plurilinguisme est non seulement un objectif explicite de la direction, mais aussi une volonté partagée par l'ensemble du personnel. La DDC a élaboré à cet effet – avec les autres directions du DFAE – un « Programme quadriennal 2004–2007 de promotion du plurilinguisme au sein du DFAE ». Elle s'est fixé pour objectifs de garantir une représentation équitable des communautés linguistiques, de renforcer le plurilinguisme individuel et institutionnel, et d'intégrer la diversité linguistique dans sa gestion et sa culture institutionnelle. En ce qui concerne la représentation des différents groupes, les proportions observées à la DDC sont très proches de celles prescrites par le Conseil fédéral (CF) :

Germanophones : DDC 72,9% – CF 72,5%
 Francophones : DDC 20,9% – CF 21%
 Italophones : DDC 3,4% – CF 4,3%
 Romanchophones : DDC 0,2% – CF 0,6%
 Autres : DDC 2,6% – CF 1,6%.
 Parmi les cadres, 69,9% sont germanophones, 24,9% francophones, 2,3% italophones, aucun ne parle romanche et 2,9% s'expriment dans une autre langue. Le plurilinguisme reste cette année un sujet d'actualité pour la DDC, qui met l'accent sur les aspects suivants : prise en compte des différents groupes linguistiques lors de l'engagement de collaborateurs et de rotations internes ; participation de tous ces groupes aux processus majeurs de décision et de gestion ; encouragement des connaissances linguistiques du personnel ; information de l'opinion publique suisse en allemand, en français et

en italien (sur internet), à côté de l'anglais et de l'espagnol qui sont aussi des langues de travail de la DDC.

Lutte contre la corruption : la DDC en première ligne

(for) Le 6 février dernier, lors d'une table ronde organisée à Berne par sa section Gouvernance, la DDC a présenté sa stratégie anti-corruption. Pour Remo Gautschi, directeur adjoint, la Suisse a un savoir-faire et une crédibilité à faire valoir sur la scène mondiale. La DDC a inscrit depuis 1998 une clause anti-corruption contraignante dans ses contrats et mène une action de prévention auprès de son personnel.

En 2006, elle a ouvert un « Compliance Office », qui recueille toutes informations utiles visant à dénoncer des cas de corruption interne. Au niveau de la coopération proprement dite, la DDC fait aussi une priorité de

la lutte contre la corruption.

Active dans le rapatriement des fonds illégalement acquis, elle apporte surtout son soutien et ses connaissances en matière de gouvernance aux États qui manifestent une volonté politique de réformer leurs structures. Un travail long et difficile, mais essentiel pour assainir la gestion des finances publiques, réformer la justice, introduire des mécanismes de contrôle interne et rendre l'administration plus transparente. Du côté de la société civile, la DDC agit en appuyant les ONG dans leur mission de surveillance du gouvernement, mais contribue aussi par ses réflexions à alimenter leurs forces de proposition. Pour des informations complémentaires, lire l'article « Corruption : prendre le mal à la racine » sur www.ddc.admin.ch

Au fait, que sont les barrières douanières ?

(bf) Les barrières douanières existent depuis le milieu du 19^e siècle. Ce terme désigne les taxes prélevées sur les marchandises importées afin de protéger l'industrie ou l'agriculture indigènes. On distingue le protectionnisme « éducateur », pratiqué temporairement pour permettre à une industrie naissante de se développer, et les barrières qui ont pour but de sauvegarder à long terme une branche non compétitive. Les taxes sur les céréales, imposées par les nations industrialisées pour préserver leur agriculture de la concurrence de pays moins développés, ont revêtu historiquement une grande importance. Les barrières douanières ont toujours été un sujet de controverse, tant au Sud qu'au Nord. Même les grandes puissances économiques, qui prôchent le libre-échange, appliquent simultanément des taxes visant à soutenir certains secteurs de leur industrie ou de leur agriculture. Depuis quelque temps, une approche pragmatique et stratégique de l'accès au marché est en train de s'imposer – y compris au sein de l'Organisation mondiale du commerce. Elle favorise, surtout dans les pays en développement, le recours à des taxes temporaires jusqu'au moment où le secteur économique concerné est devenu compétitif sur le marché international. Mais il faudrait que ces mesures s'inscrivent dans un cadre plus large, incluant par exemple la réforme agraire, la bonne gouvernance ou l'éducation pour tous. La réduction générale des barrières dou-

nières s'accompagne d'un accroissement, actuellement vivement débattu, des obstacles non tarifaires au commerce. Ceux-ci incluent les réglementations, normes et conditions spécifiques qu'un pays impose aux marchandises importées afin de favoriser la production indigène.



Martin Rüetschi / Keystone

Les perspectives de la coopération Sud-Sud

Des pays émergents, comme l'Inde, la Chine ou l'Afrique du Sud, allouent une aide au développement à leurs voisins ou à des États plus lointains. Les «nouveaux donateurs» prennent toujours plus de poids dans la coopération internationale, ce qui confronte les bailleurs de fonds traditionnels à de nouveaux défis. De Gabriela Neuhaus.

Locomotives régionales

L'Institut allemand de développement (IAD) utilise l'expression *Ankerländer* (pays pivots) pour désigner les nations qui occupent une position économique et politique prépondérante dans leur région. Il a établi une liste de quinze pays pivots : Chine, Inde, Indonésie, Pakistan, Thaïlande, Égypte, Iran, Arabie saoudite, Nigeria, Afrique du Sud, Argentine, Brésil, Mexique, Russie et Turquie. Une grande partie de ces locomotives régionales, qui ont bénéficié jusqu'ici d'aide au développement, enregistrent une croissance économique supérieure à la moyenne et peuvent devenir elles-mêmes actives dans la coopération au développement. Des pays comme la Chine, l'Inde, le Brésil et la Russie ont rejoint sur la scène internationale le groupe des bailleurs de fonds. On parle dans ce contexte de «nouveaux donateurs» ou de «donateurs émergents».



Jörg Bohling / agenda

En novembre dernier, le gouvernement chinois a accueilli en grande pompe à Pékin plus de 40 chefs d'État et de gouvernement africains. Ce sommet sino-africain constituait l'apogée médiatisée d'une évolution en cours depuis assez longtemps déjà, et que l'Occident suit d'un œil passablement méfiant. Ainsi, les médias occidentaux parlent d'une «deuxième colonisation de l'Afrique» ou de «flirt sino-africain». Ce faisant, ils pensent essentiellement aux investissements de la Chine dans l'exploitation de gisements pétroliers et d'autres ressources naturelles, qui visent à assouvir son appétit croissant de matières premières. Mais ils se

réfèrent aussi aux multiples et généreux projets d'infrastructure de la Chine, à ses appuis dans les domaines de la santé et de l'éducation, aux remises de dettes et aux crédits qu'elle octroie à de nombreux pays africains.

En proposant de construire un «partenariat stratégique basé sur l'égalité politique et la confiance mutuelle», les Chinois font figure – du moins au premier abord – de partenaires plus commodes que les pays occidentaux. Ces derniers lient en effet leurs crédits et leur aide à certaines conditions, telles que la lutte contre la corruption ou le respect des droits de l'homme. Il n'est pas absurde de craindre

que la politique africaine de la Chine ne torpille leurs efforts de développement en Afrique.

Donateurs et bénéficiaires

L'engagement de la Chine dans les pays en développement d'Afrique, mais aussi d'Asie, n'est pas nouveau: dans les années 70, elle a construit notamment la ligne ferroviaire reliant la Tanzanie à la Zambie et la route du Karakorum au Pakistan. Grâce à son économie en pleine expansion, l'Empire du Milieu exerce une influence croissante au niveau mondial dans tous les domaines – et pas seulement en ce qui concerne la politique de développement. D'autres pays, comme le Brésil, l'Inde, la Russie ou l'Afrique du Sud, suivent des évolutions analogues.

Actuellement, tous ces pays (Chine comprise) sont

Nord. Pour ce qui est de la coopération bilatérale, le gouvernement indien a annoncé en 2003 qu'il ne travaillerait plus désormais qu'avec les six donateurs suivants: Japon, Grande-Bretagne, Allemagne, États-Unis, Russie et Union européenne. Au cours des prochaines années, la DDC se retirera progressivement de l'Inde, où elle a été active depuis 1961 et qui faisait partie jusqu'ici des pays prioritaires de la coopération suisse.

Ce contexte soulève la question d'une redéfinition des relations à entretenir avec les pays émergents. La problématique a été abondamment discutée durant les dernières années, surtout en Allemagne et au sein de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). À cet égard, un rôle particulier est dévolu au Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE, qui ré-

La coopération Sud-Sud est particulièrement évidente en Afrique: produits chinois sur le marché (page de gauche); sommet sino-africain en 2006 à Pékin (ci-contre); l'Afrique du Sud aide le Mozambique voisin à désamorcer des mines terrestres tandis que du sucre brésilien ou du riz du Bangladesh sont déchargés dans le port de Cotonou, au Bénin (page suivante)



à la fois bénéficiaires et donateurs d'aide au développement, tant sur le plan bilatéral que multilatéral. Ce phénomène n'est pas nouveau non plus. Dès les années 50, l'Inde a soutenu le développement du Népal, alors qu'elle était elle-même totalement tributaire d'appuis extérieurs. De nos jours, l'aide indienne est destinée principalement aux pays voisins et à l'Afrique.

Cette manière de retransmettre indirectement l'aide au développement, sous la forme d'échanges Sud-Sud, présente des avantages certains: la coopération régionale a sa raison d'être et s'avère en général moins coûteuse que l'assistance venue du

unit actuellement 23 des 30 pays membres de l'organisation, dont la Suisse.

Valeurs et objectifs

«La question est de savoir dans quelle direction va évoluer le processus de mondialisation», observe Anton Stadler, délégué de la Suisse auprès du CAD à Paris. «L'OCDE continue d'exercer une fonction centrale dans l'aménagement et le façonnage de la future économie mondiale.» Sous la conduite de son nouveau secrétaire général Angel Gurría, l'organisation a clairement opté pour une mondialisation qui devrait être profitable aux 180 pays du



Jörgen Schytte / Still Pictures (2)



OCDE et BRICS

Les pôles d'activité économique sont en train de se déplacer vers les pays émergents : les centres industriels et commerciaux les plus dynamiques se situent de moins en moins dans les pays industriels classiques. Cette évolution se reflète également dans l'OCDE, l'organisation faitière des nations industrialisées occidentales. L'OCDE est dirigée depuis juillet 2006 par un représentant d'un pays émergent, en la personne du Mexicain Angel Gurría. Les États appartenant au groupe dit du BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) devraient adhérer à l'OCDE ces prochaines années. On en espère notamment une amélioration de la coopération dans le domaine économique et celui du développement.

monde et à toutes les couches de la population, précise M. Stadler.

L'aide publique au développement (APD) a un rôle important à jouer dans ce cadre. Au cours des dix dernières années, les pays membres du CAD ont élaboré toute une série de normes et d'instruments axés sur une politique de développement durable. Les Objectifs du Millénaire pour le développement, fixés par l'ONU, sont au centre de ces efforts. L'éradication de la pauvreté extrême constitue la priorité absolue. Mais l'environnement ou l'égalité entre les sexes sont également des critères essentiels. En adoptant la Déclaration de Paris (voir page 22), tant les donateurs que les bénéficiaires de l'aide ont promis d'intensifier leur engagement en faveur d'une coopération au développement efficace et de bonne qualité.

Que va-t-il arriver si de nouveaux donateurs, non liés par les directives du CAD, prennent de plus en plus d'importance au sein de la coopération internationale au développement ? Richard Manning, président du CAD, relève trois risques : dans la mesure où elle ne respecte pas ces normes, l'aide pourrait conduire à un nouvel endettement des pays pauvres, au non-respect des règles écologiques ou de la bonne gouvernance, ou encore à des investissements dans des projets improductifs. Mais M. Manning souligne aussi que l'engagement des « donateurs émergents » est une source d'espoir. Il se dit convaincu que ceux-ci participeront à une harmonisation internationale de la coopération au développement. La Déclaration de Paris constitue un pas dans cette direction, puisqu'elle a été signée entre autres par la Chine et l'Inde.

L'argent et le marché

Avec l'essor économique des pays émergents, l'aide consentie jusqu'ici par exemple à l'Inde ou à la

Chine peut être redirigée vers des pays plus pauvres. Si l'on considère les augmentations de l'APD annoncées par les pays membres du CAD et les budgets croissants des nouveaux donateurs, il y a tout lieu de supposer que la coopération au développement disposera ces prochaines années de plus d'argent que cela n'a jamais été le cas.

Reste à savoir si cette « manne » améliorera vraiment les conditions de vie des plus pauvres. Il est permis d'en douter, vu les rapports de force économiques et politiques qui existent actuellement tant dans les pays donateurs que dans les pays récipiendaires. Ces derniers comptent encore trop d'élites et de fonctionnaires qui profitent de la corruption et de situations antidémocratiques. Quant aux grands donateurs – en premier lieu les États-Unis et la Chine –, ils continuent de pratiquer une politique de développement axée essentiellement sur leurs propres intérêts économiques et géopolitiques. C'est ainsi par exemple que Pékin a promis à l'Angola une aide à la reconstruction d'un montant de 5 milliards de dollars, à condition que 70 pour cent des marchés soient octroyés à des entreprises chinoises. Celles-ci amènent par avion en Afrique des milliers d'ouvriers chinois. Et lorsqu'elles emploient de la main-d'œuvre locale, elles sont de plus en plus souvent accusées de l'exploiter. Il apparaît ainsi qu'une offre croissante d'aide au développement ne profite pas automatiquement à toutes les parties en cause. ■

(De l'allemand)

Comment accoucher sans se faire engueuler

Dans deux mois, N. arrivera au terme de sa grossesse. Comme à chaque fois, la même question délicate se pose à cette mère célibataire : où va-t-elle accoucher ? Dans sa ville, il y a peu de choix, surtout pour une femme qui n'est plus dans sa première jeunesse. Les jeunes peuvent accoucher dans n'importe quelle maternité. Les « vieilles » ont intérêt à aller à l'hôpital. Mais lequel ?

Le conseil de famille se réunit. Présidé par la mère de N., il comprend également ses quatre frères et sœurs, ainsi que ses deux belles-sœurs. Après la délibération, trois hôpitaux sont sélectionnés :

- L'hôpital n° 1, le meilleur, est toujours bondé. Il arrive que trois personnes doivent partager deux lits, couchées tête-bêche. Le personnel, débordé, est souvent de mauvaise humeur.
- L'hôpital n° 2 est le plus confortable et le plus onéreux ; les médecins sont gentils, mais peu compétents. L'an dernier, une maman et son bébé sont morts ; le procès est en cours.
- L'hôpital n° 3 est tout proche. La famille de N. connaît certains des médecins. Les chambres sont spacieuses, les médecins sont de bons accoucheurs, mais incapables de faire face aux urgences pédiatriques.

On consulte alors la principale intéressée : « Que choisis-tu, sœur ? » Réponse de N. : « Je voudrais aller là où c'est le mieux pour le bébé, où je ne me fais pas engueuler et j'aimerais une chambre individuelle. » Ce n'est pas si simple de trouver un hôpital qui remplisse ces trois critères. Mais pour une famille qui a traversé la guerre, rien n'est impossible en temps de paix.

À peine trente secondes se sont-elles écoulées que tous s'écrient à l'unisson : « Ne t'en fais pas ! »

Grâce à l'intervention de sa deuxième belle-sœur, N. parvient à obtenir un rendez-vous avec un médecin très qualifié de l'hôpital n° 1. D'un rire joyeux, le docteur balaie ses craintes : « Il n'y a pas à hésiter, venez accoucher ici ! Si vous avez des relations, vous pourrez même obtenir une chambre individuelle. Pas d'engueulade ? Mais on se fait engueuler partout, ma bonne dame. Il n'y a qu'à l'hôpital n° 2 où on ne se fait pas engueuler. Seulement, ça coûte dix fois plus cher. Rassurez-vous et d'ici là, soyez relax, pour le bien du bébé. »

Mais comment N. peut-elle être relax alors que la menace des engueulades plane toujours au-dessus de sa tête ? Sa première belle-sœur est d'avis que ce sont plus généralement les infirmières, et non les médecins, qui rudoient les patients. Elle contacte alors l'infirmière-chef du même hôpital. Cette femme vive et douce promet que N. aura une bonne chambre, qu'elle n'aura pas à faire la queue devant les toilettes collectives, ni à dormir tête-bêche en reniflant les chaussettes d'autres patientes. Protégée par elle, N. n'aura à subir les engueulades de personne. Vérification faite, le médecin compétent ne travaille malheureusement pas dans l'équipe de l'infirmière-chef. Les deux belles-sœurs se regardent, embarrassées. « Et si nous trouvions la personne qui est leur chef à tous les deux ? », propose le frère aîné.

C'est ainsi qu'une semaine plus tard, ce dernier annonce, tout

guilleret, qu'une « recommandation » a été faite auprès de la directrice adjointe de l'hôpital, dont l'autorité coiffe à la fois le médecin et l'infirmière-chef. Un ordre de sa part, et tout sera réglé. « L'as-tu rencontrée personnellement ? », s'enquiert son épouse. « Non, c'est impossible. Si je me pointe comme ça, je me ferai engueuler, c'est sûr. Mais un collègue a fait la demande en mon nom. » Sa femme lui fait remarquer que ce genre de recommandation indirecte est à la portée du premier imbécile et que le succès n'est absolument pas garanti.

Homme d'expérience, le grand frère se dépêche de battre en retraite à l'étage, pour éviter de se faire engueuler par sa femme. Il laisse N. affronter, avec ses belles-sœurs, les incertitudes du futur. ■

(Du vietnamien)



Phan Thi Vang Anh est née à Hanoi en 1968. Après une formation de cardiologue, elle travaille aujourd'hui comme écrivaine, lectrice dans une maison d'édition et chroniqueuse pour divers journaux et magazines. Également réalisatrice de films documentaires, elle vit entre Hanoi et Ho Chi Minh-Ville. Dans les années 90, son livre *Quand on est jeune* a marqué toute une génération et est devenu un best-seller au Viêt-nam. Cet ouvrage a été traduit en français (éditions Picquier) et en suédois. Le plus grand succès récent de Phan Thi Vang Anh est un recueil de chroniques, qui n'est pour l'heure disponible qu'en vietnamien.



Peter Barker / Panos / Strates

L'autre Afrique se construit dans les quartiers



Pour échapper à la pauvreté, les Africains doivent retrouver leur créativité et refuser l'ordre dominant du Nord, estime Aminata Traoré. L'émancipation du continent passe par l'éveil des consciences et le renforcement de la société civile. L'altermondialiste malienne concrétise sur le terrain sa vision d'une «autre Afrique». Entretien avec Jane-Lise Schneeberger.

Un seul monde: Dans le quartier de Missira, à Bamako, vous avez réalisé un projet d'aménagement qui passe pour un modèle de développement local. Les habitants se sont mobilisés pour paver les rues, fermer les caniveaux et réhabiliter le marché, en utilisant des matériaux locaux. Ils ont créé des espaces verts et des places de jeux. Comment

expliquez-vous le succès de cette initiative?

Aminata Traoré: Ce projet est baptisé «Le soi, les voisins, le quartier». Il répond à un besoin profond, mais rarement extériorisé, de reconstruire notre être de citoyens maliens et africains, souvent éclaté entre deux cultures et deux mondes. J'ai l'intime conviction qu'en nous réconciliant avec nous-mêmes, et les uns avec les autres, nous pou-

vons prendre soin de notre environnement immédiat: le quartier. En construisant ma maison dans ce quartier défavorisé et en aménageant ma rue, à mes frais, j'ai éprouvé le sentiment de m'accomplir et de me rapprocher de mes voisins. Ces derniers ont alors sollicité mon aide pour améliorer les autres rues. La principale force de l'initiative découle de cette demande des populations, qui est le levier in-

dispensable à leur participation. Sa deuxième force réside dans la création d'emplois temporaires, notamment pour les jeunes, qui a permis d'injecter une bonne partie du financement dans les ménages, souvent démunis, du quartier. Les jeunes gens posaient les pierres, tandis que les jeunes filles, munies de truelles, remplissaient les joints avec du ciment. Elles se chargeaient également d'arroser les plantes, ainsi



Enrico Barolucci / Still Pictures (4)

que les rues pour les solidifier après la pose des pavés.

Cette expérience novatrice a-t-elle engendré des dynamiques de changement à une plus grande échelle ou influé sur les politiques nationales de développement?

L'initiative de Missira a fait tâche d'huile dans d'autres quartiers de la ville. Séduits par son impact, des hommes et des femmes se sont mobilisés, ils ont créé leurs propres associations et rejoint la nôtre. Ensemble, nous avons formé la Fédération des associations maliennes pour l'assainissement et la protection de l'environnement. La coopération luxembourgeoise, notre principal partenaire extérieur, vient de

mobiliser des moyens qui permettront, dans les mois à venir, de quadrupler la superficie assainie. Malheureusement, je n'ai pas enregistré la même sollicitude du côté des pouvoirs publics. S'il en est ainsi, c'est parce que nos politiques de développement urbain portent l'empreinte de la Banque mondiale, dont les programmes d'ajustement structurel ont considérablement nui à nos villes : suppression d'emplois, désengagement de l'État, privatisation des services publics, etc.

Le Mali compte aujourd'hui quelque 4000 associations et organisations non gouvernementales. Compte tenu de sa dispersion, la société ci-

vile est-elle en mesure de s'impliquer dans la gestion des affaires publiques?

Les associations continuent à proliférer, mais leur nombre importe peu. Le problème, c'est qu'elles manquent de vision, de conviction. Rares sont celles qui peuvent analyser les enjeux et proposer des alternatives. Une société civile digne de ce nom a le devoir d'être critique. Or, au Mali comme dans les autres pays africains, elle est souvent instrumentalisée par l'État, les partis politiques ou les donateurs. À l'instar des pouvoirs publics, la société civile est piégée par le besoin de financement extérieur. Les bailleurs de fonds ont encouragé son émergence, car ils veulent avoir l'assurance qu'un

contrôle s'exerce sur le pouvoir local. Les Maliens ont bien compris cette démarche et créé une pléthore d'associations. Pour être sûres d'obtenir des financements, ces dernières conçoivent des activités susceptibles de plaire aux donateurs, mais qui ne reflètent pas nécessairement la demande de la population.

Estimez-vous que les donateurs devraient revoir certaines stratégies pour mieux répondre aux besoins de la population?

Les initiatives identifiées par ou avec les populations mériteraient d'être plus soutenues qu'elles ne le sont à l'heure actuelle. D'autre part, les bailleurs de fonds feraient bien d'analyser objective-



Enrico Barbucci / Still Pictures
Reine / laif



Aminata Dramane Traoré, née en 1947 à Bamako, a obtenu un doctorat en psychologie sociale à Paris. Après avoir fait de la recherche à l'Université d'Abidjan, elle a dirigé un projet régional du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) sur la promotion des femmes dans la gestion de l'eau et de l'assainissement. De 1997 à 2000, elle a été ministre de la culture et du tourisme du Mali. Membre fondatrice du Forum social africain, elle a également mis sur pied le Forum pour l'autre Mali, un espace de débat public sur la mondialisation. À Bamako, Aminata Traoré a créé un complexe culturel qui abrite un centre de recherche-action, un restaurant-galerie et une auberge. Elle a publié trois ouvrages de plaidoyer en faveur de l'Afrique: *L'Étau* (1999), *Le Viol de l'imaginaire* (2002) et *Lettre au président des Français à propos de la Côte d'Ivoire et de l'Afrique* (2005).

ment l'impact de leur soutien massif à la décentralisation, par exemple. Contrairement aux apparences, ce processus profite surtout aux élus locaux, qui veulent capter les fonds destinés aux populations.

« Une autre Afrique est possible », tel est votre credo et celui du Forum social africain. À quoi ressemble-t-elle ?

Cette autre Afrique est souveraine, libérée du fardeau de la dette extérieure ; elle ne se plie plus au diktat des nations riches et des institutions internationales de financement. Ses populations partagent la même vision des alternatives au modèle unipolaire. Elle est aux antipodes de l'Afrique actuelle : pillée, surendettée, téléguidée, scindée par des acteurs politiques et institutionnels qui ne rendent pas de comptes aux peuples.

On pourrait ajouter à ce sombre tableau la corruption et la mauvaise gouvernance. Quelle part de responsabilité leur imputez-vous ?

La corruption, qui entache tant l'image de notre continent, n'est pas une spécificité africaine.

C'est une dimension intrinsèque du capitalisme mondialisé qui sous-entend que tout est monnayable. Il y aurait moins d'impunité, donc de corruption, si les changements en cours émanaient de nous et autorisaient le contrôle citoyen. Pour l'heure, ce n'est pas le cas. Le financement par la communauté internationale des politiques néolibérales, non concertées et contraires aux intérêts des Africains, est la première forme de corruption à combattre. Il y a incitation des élus à la trahison et à la corruption financière, dans la mesure où l'avis des bailleurs de fonds importe plus que celui des populations. Du reste, celles-ci n'ont pas les moyens de contrôler la mise en œuvre de décisions macro-économiques qui viennent d'ailleurs. L'Afrique souffre également de l'aliénation de ses élites, qui sont vulnérables et soumises. L'articulation de la culture et de l'économie, qui nous aurait permis de juguler la pauvreté, en est compromise.

Quel rôle doit jouer la culture dans l'émancipation de l'Afrique que vous préconisez ?

La pensée unique, qui caracté-

rise l'ordre économique dominant, va de pair avec déculturation et déshumanisation.

L'Afrique doit avoir la volonté politique de puiser dans son propre patrimoine pour se réconcilier avec elle-même. La reconstruction personnelle et celle du lien social – à l'image de ce qui a été fait à Missira – est une exigence éminemment culturelle qui rime avec liberté et créativité politique. Chaque peuple devrait pouvoir questionner sa culture et ses repères, puis décider librement de les assumer, de les améliorer ou de les rejeter. Je souhaite que nous menions un débat de fond sur ce qui nous aliène et nous appauvrit. Au point où nous en sommes, il s'agit de sauver l'homme et son âme, face à l'argent roi. ■

Scénario catastrophe

(jls) Les catastrophes sont aussi vieilles que l'humanité. Mais les incertitudes actuelles, liées notamment à l'environnement, leur donnent une ampleur inédite. Dans une exposition ouverte jusqu'à fin 2007, le Musée d'ethnographie de Genève montre que chaque société vit et interprète ces désastres différemment, selon sa représentation du monde, sa notion du temps, ses croyances et son modèle scientifique. Toute collectivité humaine s'organise pour tenter de maîtriser son destin. Quand le pire survient néanmoins, elle élabore des réponses culturelles pour y faire face et donner du sens aux événements. Synonyme de chaos, de désordre et de souffrance, la catastrophe est aussi une source de recommencement. En bouleversant les structures humaines, elle défie les capacités d'adaptation des sociétés et devient alors un facteur essentiel de changement.

Exposition « Scénario catastrophe », Musée d'ethnographie de Genève, du 28 mars au 31 décembre 2007

Pour un islam pacifiste

(er) Ses métissages helvético-marocains lui ont déjà conféré une notoriété internationale. Mais Pat Jabbar ne s'arrête pas là : avec Abdelaziz Lamari et Abdelkader Belkacem, deux immigrés algériens également établis à Bâle, il vient de fonder le trio Maghrebika et d'enregistrer l'album *Nefiakhir* (fierté) sous son propre label. Pour ce projet, il a fait intervenir d'autres ar-



tistes, dont ses collègues bâlois de Makale, un groupe de rap turc. Aux tonalités nasales de ces voix masculines s'associe la force vocale pénétrante des chanteuses marocaines de B'Net Marrakech. Des sonorités de flûte, de violon et d'oud, mais aussi les cordes torturées d'une guitare concourent à la puissance hallucinante qui se dégage de ces quatorze morceaux. Pour couronner le tout, des textes engagés accompagnent ce mélange entre racines marocaines et algériennes, trip hop, dub, electronica et rock. Les chansons condamnent la violence et la terreur, l'islamophobie et le néocolonialisme. Elles se réfèrent avec fierté aux racines culturelles des musiciens pour plaider en faveur d'un islam pacifiste.

Maghrebika : « Nefiakhir » (Barraka El Farnatshi/RecRec)

Le Zoulou blanc est de retour

(er) Johnny Clegg est une légende vivante. En 1979, alors que le régime d'apartheid sévissait encore en Afrique du Sud, il a réuni des artistes blancs et noirs pour former le groupe Juluka. Malgré la censure et



l'exil, le musicien s'est imposé dans le monde entier avec cette formation et avec Savuka, qui lui a succédé. Ses albums de pop zouloue engagée se sont vendus par millions. Ensuite, on ne l'a plus entendu pendant dix ans. Aujourd'hui, le charismatique « Zoulou blanc », âgé de 54 ans, sort de son long silence.

S'exprimant comme toujours en anglais, en français, en zoulou et en afrikaans, il aborde à nouveau des thèmes très actuels. Johnny Clegg s'est aussi ouvert à des rythmes latino, hip hop et rock, comme en témoignent d'ambitieux riffs de guitare, encore sporadiques. Ceux-ci ne font qu'ajouter à l'harmonie des chants sud-africains, portés par les guitares et les mandolines aux sonorités cristallines zouloues, les voix graves du chœur d'hommes et le concertina (petit accordéon) de Johnny Clegg.

Johnny Clegg : « One Life » (Marabi/Disques Office)

Pont musical entre deux mondes

(er) Une soul soufie méditative, combinant tablas, luth et chant pénétrant, s'allie à du rhythm'n'soul pétillant, tout en saxophone, guitare, basse et percussion : ce pont musical relie avec virtuosité l'Orient à l'Occident, la tradition à la modernité, le sacré au profane. D'un côté, il y a le célèbre chanteur pakistanais Shafqat Ali Khan et ses musiciens. Son œuvre est profondément enracinée dans le chant soufi extatique classique. De l'autre côté, on trouve quatre musiciens connus pour leur aisance à franchir les frontières : le saxophoniste américain Chico Freeman et le bassiste allemand Eberhard Weber, ainsi que deux Suisses, le guitariste Christy Doran et le percussionniste Reto Weber. C'est la DDC qui a permis la réunion de ces artistes, qui se sont pro-

service



duits en septembre dernier lors de la Nuit biennoise des 1000 questions. Pour marquer le 40^e anniversaire de la coopération entre le Pakistan et la Suisse, la DDC a financé l'enregistrement live de ce concert et la production d'un émouvant CD. *Shafqat Ali Khan - Reto Weber: « Crossing The Bridges » (pour l'heure, commandes seulement sur le site [www.ddc.admin.ch / documentation disponible](http://www.ddc.admin.ch/documentation))*

Apprendre à changer de point de vue

(bf) Avec l'appui de la DDC, la Fondation Éducation et Développement encourage depuis trois ans la conclusion de partenariats entre des hautes écoles pédagogiques (HEP) suisses et des institutions de formation des enseignants dans les pays du Sud et de l'Est. En permettant aux étudiants d'échanger leurs savoirs et leurs expériences, ces partenariats les incitent à changer de point de vue et à mieux comprendre les rapports mondiaux. Ils ne viennent pas s'ajouter au cursus de formation, mais en font intégralement partie. Ils constituent même un élément important du programme des HEP. Les partenariats comprennent notamment des échanges d'étudiants et de formateurs. En Suisse alémanique et au Tessin, six HEP et une haute école supérieure participent depuis quelque temps déjà à ce projet. Une HEP de Suisse romande vient d'y adhérer. La Fondation Édu-

cation et Développement coordonne les programmes et conseille les institutions. Pour en savoir plus : www.globaleducation.ch

Formation postgrade

Cet automne, l'EPFZ propose les cours suivants de préparation au diplôme postgrade pour les pays en développement (NADEL):
 1.10.-5.10. Suivi dans la gestion des projets et des programmes de la coopération au développement
 29.10.-2.11. OE II: Promotion de la collaboration institutionnelle dans les projets et les programmes de la coopération
 12.11.-16.11. Planifications de programmes nationaux et d'activités axées sur un programme
 26.11.-30.11. Évaluer les démarches et les résultats de projets et de programmes
 3.12.-7.12. Définition d'orientations politiques dans la coopération au développement: le rôle de la société civile
 10.12.-13.12. Perspectives aux niveaux micro et macro dans la lutte contre la pauvreté.
Délai d'inscription: un mois avant le début des cours.
Langue de travail: allemand.
Informations et inscriptions: EPF Zurich, secrétariat du NADEL, VOB B 12, 8092 Zurich, tél. 044 632 42 40, www.nadel.ethz.ch, balmelli@nadel.ethz.ch

À qui appartient l'eau?

(bf) L'eau est-elle une marchandise commercialisable? Ou bien le libre accès à l'eau propre est-il un droit humain? Ces questions sont au cœur du très beau livre *Wem gehört das Wasser?* (à qui appartient l'eau?), écrit par Christian Rentsch et d'autres auteurs. Illustrés par des photos superbement mises en scène, des textes fouillés abordent le sujet sous différents



David Leeson / Keystone

points de vue. Présentant l'eau comme un élément unique et phénoménal, les auteurs évoquent aussi les rapports parfois difficiles que l'homme entretient avec elle. Ils traitent de son rôle politique dans les régions en crise et mettent en évidence ses aspects spirituels dans diverses cultures. Disponible en allemand et en anglais, le livre s'achève par une prise de position sans équivoque contre la privatisation de l'eau. Convaincus que cette ressource appartient à tous, les auteurs plaident pour que le libre accès à l'eau propre soit reconnu comme un droit fondamental de l'être humain.
Christian Rentsch et al.: « Wem gehört das Wasser? » (« Who owns the water? »), Lars Müller Verlag, Baden, 2006

La femme de l'explorateur

(bf) Florence Szasz, une orpheline d'origine allemande, n'a guère plus de quatorze ans lorsque l'explorateur Samuel Baker l'enlève sur un marché d'esclaves ottoman en 1859. Peu après, ce couple insolite entreprend un périlleux voyage en Afrique, à la recherche de l'endroit où le Nil prend sa source. L'anthropologue américaine Pat Shipman a consacré un roman biographique à l'épouse du célèbre explorateur, une femme trop souvent oubliée par les historiens. Son livre *Les Amants du Nil* ne se contente pas de décrire avec pertinence les rapports entre les sexes dans la société victorienne, il dépeint aussi le commerce d'esclaves, encore florissant au 19^e siècle, alors que

l'Angleterre l'avait interdit dès 1807 dans ses colonies.
Pat Shipman: « Les Amants du Nil », Presses de la Cité, Paris, 2005

De la catastrophe à l'espoir

(bf) Depuis le 26 décembre 2004, toute la planète sait ce qu'est un tsunami. Ce jour-là, un séisme d'une magnitude de 9,0 a déclenché dans l'océan Indien une vague gigantesque qui a dévasté les zones côtières d'Asie du Sud et du Sud-Est, faisant quelque 300 000 morts et près de 1 million de sans-abris. Jusqu'à 5 millions de personnes n'étaient plus du tout approvisionnées en produits de base. La communauté internationale a réagi en lançant une action humanitaire à la mesure de la catastrophe. Aujourd'hui, la Chaîne du Bonheur et les éditions Weltbild publient un livre richement illustré pour commémorer ces événements. Des personnalités connues ou moins connues racontent ce qu'elles ont vécu sur place: parmi elles, un ambassadeur, un pilote de la garde aérienne de sauvetage ou encore la responsable d'un projet de reconstruction. Cet ouvrage a été conçu et rédigé par Roland Jeanneret. Il n'existe qu'en version allemande.
Chaîne du Bonheur et Weltbild: « Der Tsunami – Die Katastrophe – Die Hoffnung », éditions Weltbild, Olten, 2006





Migration, intégration et droits humains

(bf) Dans sa dernière édition, le magazine semestriel alémanique *Widerspruch* prouve une fois de plus sa capacité à aborder les thèmes d'actualité en laissant de côté esprit missionnaire, slogans politiques et superficialité, pour préférer une approche en profondeur, qui surprend et pousse à la réflexion. Le numéro 51, qui vient de paraître, est consacré aux migrations, à l'intégration et aux droits de l'homme. Il présente les réflexions de 35 auteurs sur des sujets très variés. Ainsi, Alicia Gamboa et Theodora Leite Stampfli abordent l'intégration en tant qu'instrument d'autonomisation. Stella Jegher évoque la traite des êtres humains, les droits de l'homme et la migration des femmes. Sissel Brodal s'intéresse à l'esclavage moderne dans l'agriculture européenne, tandis que Vania Allea analyse les positions des syndicats suisses sur les politiques de migration et d'intégration.

« *Widerspruch* » : *Migration, Integration und Menschenrechte*, n° 51, en librairie ou chez *Widerspruch*, case postale, Zurich, tél. / fax 044 273 03 01, www.widerspruch.ch

Matériel didactique

Lisandro veut travailler

(bf) Lisandro a 14 ans et vit dans un quartier pauvre de Lima, la capitale péruvienne. Comme beaucoup d'enfants, il doit gagner sa vie. Trois fois par semaine, il travaille dans une boulangerie, où il emballe les petits pains fraîchement sortis du four. Les autres jours, il parcourt les rues avec des copains, lave des voitures et vend des friandises. Il assume ainsi lui-même ses frais de scolarité et contribue, depuis la disparition de son père, à l'entretien de toute la famille. Bon élève, Lisandro souhaite entreprendre des études. Il maîtrise d'ores et déjà le savoir-faire d'un fonctionnaire. Il est en effet un membre actif de l'organisation Niños y adolescentes trabajadores, qui combat l'exploitation des jeunes et défend un travail des enfants régi par la loi. Pour cela, Lisandro et ses amis sont prêts à descendre dans la rue, car le travail compte beaucoup pour eux. Il leur permet de s'affirmer et d'être respectés, de payer les taxes scolaires et de garantir leurs chances de formation.



Manuel Fenn : « *Lisandro veut travailler* », documentaire, D/Pérou 2005, DVD, 30 min., dès 12 ans.

Distribution : Éducation et Développement, tél. 031 389 20 21, verkauf@globaleducation.ch.

Informations : Films pour un seul monde, tél. 031 398 20 88, www.filmeeinewelt.ch

Le plaisir de la narration

Le développement et la conscience culturelle sont étroitement liés. Lorsque les habitants de la vallée de Javé, au Brésil, apprennent que la construction d'un barrage va inonder leurs terres, ils ne voient qu'une solution : donner une importance historique à leur village. Ils décident alors de recueillir toutes les histoires et légendes dont ils se souviennent et chargent l'ancien postier de coucher sur papier cette résurrection culturelle. Paru sur DVD, le long métrage *Narradores de Javé* (les conteurs de Javé) de la Brésilienne Eliane Caffé présente divers aspects de l'art et de la passion du conte. Il se situe lui-même dans la tradition narrative latino-américaine, autour de laquelle il tourne presque imperceptiblement. Sans choisir entre la transmission orale et l'écriture, le film retrouve une dimension où le merveilleux de la vie, la puissance du rêve et la poésie d'une histoire collective se mêlent



inextricablement.

Eliane Caffé : « *Narradores de Javé* », 102 minutes, 2003.

Commandes et informations : tél. 056 430 12 30 ou www.trigon-film.org

Les spécialistes du DFAE viennent à vous

Divers

Souhaitez-vous obtenir des informations de première main sur la politique étrangère ? Les spécialistes du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) sont à la disposition des écoles, des associations et des institutions, pour leur présenter des exposés et animer des débats sur divers sujets de la politique étrangère. Le service de conférences est gratuit. Il ne peut toutefois offrir ses services qu'en Suisse et 30 personnes au moins doivent participer à la manifestation.

Informations : Service de conférences du DFAE, Service d'information, Palais fédéral Ouest, 3003 Berne ; tél. 031 322 31 53 ou 031 322 35 80, fax 031 324 90 47/48, info@eda.admin.ch

Impressum

Un seul monde paraît quatre fois par année, en français, en allemand et en italien.

Editeur :

Direction du développement et de la coopération (DDC) du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)

Comité de rédaction :

Harry Sivec (responsable)
Catherine Vuffray (coordination globale) (vuc)
Joachim Ahrens (ahj)
Thomas Jenatsch (jtm)
Jean-Philippe Jutzi (juj)

Antonella Simonetti (sia)
Andreas Stauffer (sfk)
Beat Felber (bf)

Rédaction :

Beat Felber (bf-production)
Gabriela Neuhaus (gn) Maria Roselli (mr)
Jane-Lise Schneeberger (jls) Ernst Rieben (er)

Graphisme : Laurent Cocchi, Lausanne

Photolitho : Mermud SA, Lausanne

Impression : Vogt-Schild Druck AG, Derendingen

Reproduction :

Les articles peuvent être reproduits, avec mention de la source, à condition que la rédaction ait donné son accord. L'envoi d'un exemplaire à l'éditeur est souhaité.

Abonnements :

Le magazine peut être obtenu gratuitement (en Suisse seulement) auprès de : DDC, Médias et communication, 3003 Berne, Tél. 031 322 44 12
Fax 031 324 13 48
E-mail : info@deza.admin.ch
www.ddc.admin.ch

860167653

Imprimé sur papier blanchi sans chlore pour protéger l'environnement

Tirage total : 56 000

Couverture :

Hahn / laif, Westrich / laif, Kirchgessner / laif, Banning / laif, Verhoeve / laif, Kuenzig / laif, Krause / laif, Gartung / laif, Dreyse / laif

ISSN 1661-1675

Dans le prochain numéro :

Environ 85% des jeunes de la planète vivent dans les pays en développement. Notre dossier décrit les dynamiques sociales, démographiques, culturelles et économiques qui découlent de l'intégration de la jeunesse dans les efforts de développement.



Fachner / lat



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

**Direction du développement
et de la coopération DDC**